

Premières lignes *page 10*

**Une rentrée
qui dépasse toutes
les Borne**

International *page 8*

**Flottille pour Gaza :
dénoncer l'inacceptable**

Politique *pages 1 à 7*

**Le 10 septembre
et après,
tous et toutes en lutte**

RÉVOLUTIONNAIRES

40 4 SEPTEMBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**Pour en finir
avec Macron,
les riches et
les patrons**

**TOUT BLOQUER
PAR NOS LUTTES ET
PAR NOS GRÈVES !**

ÉDITORIAL

**À partir du
10 septembre,
par la grève, stoppons
toutes les politiques
au service des patrons !**

Le contre-feu de Bayrou, appeler à un vote « de confiance » à l'Assemblée deux jours avant la mobilisation du 10 septembre, n'a pas touché toutes celles et ceux qui préparent activement ou qui attendent avec impatience ce jour « pour tout bloquer ». Au contraire, même, cela décuple l'envie d'en être, pour braver ce pouvoir si servile avec les riches et les patrons. Dimanche 31 août, l'encore Premier ministre y allait de sa petite concession : ne nous voler qu'un jour de congé au lieu de deux, mais il reste inflexible sur le vol de deux ans de nos vies sur les retraites. Ça met en rage et il faut que ça se voie !

**CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LES
44 MILLIARDS DE MACRON-BAYROU !**

Ce « plan » d'économies est une déclaration de guerre aux travailleurs et aux classes populaires faite au nom du patronat et de la bourgeoisie. Sous prétexte de nous faire payer leur dette, Macron-Bayrou cherchent à nous faire les poches pour financer l'augmentation de plus de 50 % du budget de l'armée depuis 2017 et, surtout, les 211 milliards d'euros annuels de subventions aux entreprises, c'est-à-dire à leurs PDG et actionnaires. Ils veulent supprimer 3 000 emplois dans la fonction publique et geler les

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p.1 à 3	p. 4-5	p. 6-7	INTERNATIONAL	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 12	VIE DU PARTI	p. 13 à 15	CULTURE	p.15
Éditorial À partir du 10 septembre, par la grève, stoppons toutes les politiques au service des patrons !	Bal tragique à Matignon : Le Pen répudie Macron	Une explosion de colère qui a fait date	Partout dans le monde, dénoncer l'escalade génocidaire de l'État d'Israël	Une nouvelle flottille lève les voiles vers Gaza	Guerre douanière entre eux, mais guerre commune contre les travailleurs	Une rentrée qui dépasse les Borne	De plus en plus de jeunes enfermés et à la rue : résultat d'une société et d'une politique inhumaines	Nos RER : quatre jours revigorants	Livres		
Ce n'est pas à nous de rembourser une dette publique qui n'a servi qu'aux riches !	De l'art de prendre le train en marche... ou pas	1995-2022 : d'un ensemble de mouvements à un mouvement d'ensemble	L'Ukraine toujours sous les bombes	À Tianjin, les autocrates le disputent à Trump	SNCF Saint-Lazare : plus de 100 grévistes en assemblée générale	Compilation échos des bahuts	Face aux fortes chaleurs : interview d'un conducteur de car dans les Pyrénées-Orientales	Camp d'été internationaliste : une première édition réussie	Allemagne : des révolutionnaires en campagne pour les élections municipales à Düsseldorf		
La marée monte...	Noyer les luttes dans les jeux parlementaires et les urnes : la gauche voudrait nous ressortir sa vieille recette	Pour que la politique patronale de Macron dégage, nos grèves et nos luttes sont le vrai blocage !	Indonésie : une étincelle peut embraser l'archipel				Après la condamnation des cinq postiers du 92 : plus que jamais, regrouper les résistances contre la répression	Mobilisation historique en Australie en soutien à la Palestine	Sélection à l'université : les sans-facs aussi font leur rentrée !		
Plan d'économie : le patronat en rêvait, Bayrou l'a tenté		Valls en Kanaky : la carotte pour les colons, le bâton pour les Kanak !					Marche à la guerre... les hôpitaux réquisitionnés ?	Le NPA-R présent au camp d'été du SEP en Turquie !	Communiqué du NPA Jeunes Révolutionnaires du 29/08/2025		
Grand débat du Medef : bienvenue sur « qui veut convaincre des patrons »											

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

salaires, baisser la durée d'indemnisation du chômage pour les travailleurs privés d'emploi, geler les pensions et supprimer l'abattement de 10 % d'impôts pour les retraités. Et, comble de l'indécence, ils veulent allonger le délai de carence des arrêts-maladie à sept jours, augmenter les franchises et supprimer ou réduire le remboursement de médicaments essentiels, y compris pour une partie des affections longue durée. Sans oublier la remise en question de la cinquième semaine de congés payés... Rien que ça !

LA COLÈRE OUVRIÈRE N'ASPIRE QU'À ÉCLATER, PERSONNE NE DOIT LA CANALISER !

Pendant que les organisations syndicales « pétitionnaient » durant tout l'été, se défiaient ou se démarquaient de l'appel au 10 septembre, des assemblées se sont réunies dans de nombreuses villes pour préparer cette date pour « bloquer le pays ». Et cela a provoqué des grandes manœuvres au sein de tous les appareils politiques et syndicaux qui ont peur que ce mouvement, sans contrôle de leur part, débouche sur une grève qui s'étende et balaye tout sur son passage. Très vite, le RN, Bardella, Le Pen, ont dit qu'ils n'avaient rien à voir avec le mouvement et se sont placés comme recours... pour taper encore plus fort contre les services publics et les travailleurs immigrés. Le PS, né avant la honte, se propose désormais pour gouverner... à la tête d'une gauche plurielle... avec Macron ! Mais sans la France insoumise, qui, elle, appelle à la grève générale, pour faire tomber Macron... et tout dévier vers une élection présidentielle anticipée dont rien de bon ne peut sortir. Du côté des directions syndicales « unies », pas d'appel au 10, mais un appel au 18 qui ne parle surtout pas du 10... Quant à celles qui appellent au 10, par exemple la CGT, c'est après un revirement à 180 degrés, sous la pression du succès annoncé du 10.

DÉCIDÉMENT, POUR GAGNER, RÉUNISSONS-NOUS, ORGANISONS-NOUS À LA BASE !

Renforçons la mobilisation dès maintenant : nous avons besoin de discuter entre collègues pour voir jusqu'où chacun se sent prêt à aller, comment construire et étendre un vrai mouvement « qui bloque tout » : pour battre Macron et le patronat, et construire une grève qui s'étende jusqu'à devenir générale. Bloquer, c'est faire grève. Bayrou veut se faire hara-kiri : bon débarras. Mais quel que soit le gouvernement qui sortira des prochains soubresauts parlementaires, ce sera un gouvernement de combat contre les travailleurs. Faisons remballer le plan Bayrou et tous ses clones. Imposons l'augmentation généralisée des salaires, personne ne peut vivre avec moins de 2000 euros par mois ! Imposons l'interdiction des licenciements et l'embauche massive dans les services publics. De l'argent il y en a dans les caisses du patronat !

• 04/09/2025

Ce n'est pas à nous de rembourser une dette publique qui n'a servi qu'aux riches !

« Notre pays est en danger parce que nous sommes au bord du surendettement » : Bayrou et ses soutiens agitent l'épouvantail de la dette qui plomberait le budget du fait des intérêts qu'il faut payer chaque année – 66 milliards d'euros, pour une dette totale de 3 345 milliards représentant presque 114 % de la richesse produite dans le pays chaque année (PIB).

QUI EST RESPONSABLE DE LA DETTE ?

La dette française était de 2 263 milliards d'euros en 2017, quand Macron est devenu président : elle a donc augmenté de 50 % du fait de la politique de Macron. Dans le même temps, les salaires ont stagné, les retraites ont été bloquées, les règles du chômage se sont durcies, les hôpitaux sont à la dérive, les soins moins bien remboursés...

Sur la même période, le CAC 40 a gagné 50 %. Voilà qui a profité de l'augmentation de la dette : les entreprises et leurs actionnaires, exonérés d'impôts, gavés de subventions. La fameuse « politique de l'offre » chère à Macron (et introduite par Hollande). Et il faudrait que nous payions la facture en nous serrant la ceinture ? Alors que c'est déjà ce que nous faisons depuis des années ?

LES COUPES BUDGÉTAIRES DIMINUERONT-ELLES LA DETTE ?

Même pas sûr ! Bayrou a promis de ramener le déficit budgétaire en dessous de 3 % pour 2029. Mais les remboursements continueront à courir – et la dette des États comme la France est constituée d'emprunts à dix ans, souvent davantage. Au mieux, si le déficit budgétaire devait diminuer, l'État emprunterait moins et la dette finirait par baisser... un jour. Peut-être. Mais pas certain, puisque l'État emprunte pour rembourser.

LA FRANCE EST-ELLE AU BORD DE LA FAILLITE, COMME LA GRÈCE DES ANNÉES 2010 ?

Bayrou avance que les taux d'intérêt des emprunts français ont considérablement augmenté et se rapprochent de ceux de la Grèce – les taux français sont aujourd'hui de 3,45 % pour les emprunts à dix ans, contre 2,73 % pour l'Allemagne... mais 4,18 % pour les États-Unis et 4,75 % pour le Royaume-Uni... La crise des subprimes de 2008 avait mis la Grèce en défaut et les institutions internationales, particulièrement la France

de François Hollande et l'Allemagne d'Angela Merkel, avaient imposé des mesures qui ont plongé la majorité de la population dans la pauvreté, et ce jusqu'à aujourd'hui. Les taux d'intérêts grecs à dix ans ont beaucoup baissé et sont aujourd'hui à peine au-dessus de ceux de la France. Sauf que la majorité de la population est toujours sous le seuil de pauvreté ! Comme quoi, ce ne sont pas des taux plus bas pour les emprunts d'État qui améliorent la situation des travailleurs !

Les taux pratiqués s'appuient sur la « réputation » des États emprunteurs, elle-même basée sur les notes des agences financières internationales, qui ne sont pas seulement établies sur des données objectives, si tant est que cela ait un sens, mais « récompensent » les « efforts » des États. Ce qui revient à noter la capacité des États à ponctionner dans la poche des classes populaires pour verser dans celles des plus riches.

QUELLE SOLUTION À LA DETTE PUBLIQUE ?

La dette a essentiellement servi à financer les déficits dus aux avantages fiscaux des plus riches, aux exonérations de cotisations sociales des entreprises. Mais l'État ne se tourne pas vers ceux à qui elle a profité !

Selon un récent rapport du Sénat, les subventions directes ou indirectes aux capitalistes coûtent à l'État 211 milliards par an – bien plus que la charge de la dette !

Alors, les travailleurs sont plus que légitimes en refusant de payer pour rembourser une dette qui ne leur a en rien profité, bien au contraire.

Mais, pour que l'argent public aille aux services publics, serve à améliorer nos conditions de vie, il faudra bien autre chose que dénoncer la situation actuelle en promettant qu'un « meilleur » gouvernement fera autrement.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 01/09/2025



RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 40 • 4 SEPTEMBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

La marée monte...

À l'heure où nous écrivons, il est difficile de dire à quoi la mobilisation du 10 septembre ressemblera. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle prend. Davantage dans les grandes villes, et moins dans les petites ? Pas si sûr. Vire (Calvados) regroupait vendredi 29 août une quarantaine de personnes. En proportion de ses 13 000 habitants, c'est plus que la plupart des métropoles. Surtout, là où des réunions se tiennent régulièrement depuis début août, on est passé des unités aux dizaines, puis aux centaines. Bien sûr, il faudra autre chose pour atteindre le palier du millier. D'autant qu'au-delà d'un certain seuil, il devient compliqué de discuter. Or, il reste encore beaucoup de monde à entraîner, à convaincre de se mobiliser. Le Monde cite le chercheur en science politique Antoine Bristielle, qui pointe la forte participation de la gauche radicale dans les assemblées pour le 10 septembre, et inversement le fait que seuls 27 % des 1 089 per-

sonnes qu'il a pu interroger disent avoir été Gilets jaunes en 2019. Manière d'insinuer que le mouvement serait celui de la petite-bourgeoisie des centres-villes et pas celui du prolétariat – oubliant au passage que maintes tentatives de relancer un mouvement des Gilets jaunes n'ont pas réuni autant de vétérans de 2019. Certes, les milieux politisés nettement à gauche ont réagi les premiers. Leurs militants attirent plus facilement celles et ceux qui leur ressemblent. On aurait cependant tort d'en conclure que le monde du travail boude. Pour le moment, il observe, tout en prenant ses dispositions pour « en être » le 10 septembre. Tout l'enjeu, c'est qu'ils se regroupent, mesurent la participation ouvrière et populaire et, une fois confortés, se donnent les moyens de mobiliser à leur tour collègues et proches.

MATHIEU PARANT • 02/09/2025

GRAND DÉBAT DU MEDEF : BIENVENUE SUR « QUI VEUT CONVAINCRE DES PATRONS »

Stade de Roland-Garros, jeudi 28 août. Pas de tennis au programme, mais un spectacle qui se rapprocherait plus de l'entretien d'embauche voire du festival canin. Pour les six « chefs de parti » invités par le Medef, un objectif : qui fera ses plus belles pirouettes devant le patronat pour le convaincre de la justesse de son programme ?

Pour Gabriel Attal et Bruno Retailleau, pas besoin de forcer leur nature. L'égrenage des attaques antisociales – passées et à venir – suffit à faire recette : hausse du temps de travail, réforme de l'assurance-chômage, suppression de l'ISF, non-remplacement des départs à la retraite des fonctionnaires... Les applaudissements sont nourris à chaque fois.

À Jordan Bardella, le prix de la flagornerie : il faudrait selon lui réapprendre « à aimer ceux qui créent, inventent, prennent des risques » et « arrêter de pointer du doigt les patrons » tout en s'en prenant aux normes administratives qui pèseraient sur les entreprises. Et « pas de tabou » sur le passage à une retraite par capitalisation. De quoi donner quelques frissons de plaisir dans l'assemblée... et dessiller tous ceux qui penseraient encore que le Rassemblement national romprait avec les politiques pro-patronales s'il arrivait au pouvoir.

Pour Marine Tondelier, Fabien Roussel et Manuel Bompard, la tâche s'annonçait plus ardue. Mais personne ne pourra leur reprocher de ne pas avoir mouillé le maillot. On leur doit certes quelques paroles sur les inégalités grandissantes, les neuf

millions de personnes sous le seuil de pauvreté ou la gravité des dégradations environnementales. Et tous s'en sont pris à juste titre aux aides mirobolantes (211 milliards d'euros en 2024) versées chaque année au patronat sans aucune contrepartie. Mais ils se sont surtout tous démenés pour montrer en quoi leur programme n'était pas tourné « contre les entreprises », pour reprendre les mots de Manuel Bompard de la France insoumise. Bien au contraire, d'après eux, les investissements étatiques permettraient de remplir les carnets de commande, la planification de réduire l'imprévisibilité économique, des salaires un peu plus élevés de relancer la consommation, le protectionnisme de se protéger de la concurrence... Tout finalement pour faire croire à une bonne politique de l'État, avec eux aux manettes, qui profiterait tant aux patrons qu'aux travailleurs et travailleuses. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il y a un mot que l'on n'aura jamais entendu prononcer : celui de « profits » ... à l'image des 131 milliards de bénéfices engrangés par le CAC 40 en 2024. Disparue des radars la lutte des classes, oubliée la logique inhérente du capitalisme qui voit les patrons mener une guerre sociale aux travailleurs pour augmenter leurs

profits. Marine Tondelier propose aux patrons « de [leur] tendre la main et de travailler ensemble » pour sauver le « pacte social », seule manière d'éviter « les grèves et les mouvements sociaux » ? Au NPA-Révolutionnaires, c'est précisément tout l'inverse qu'on se propose de faire !

Trônant en haut de la tribune, les représentants du Medef n'avaient que faire des conseils de cette cour. Ils ont leur plan : réduire la taille du gouvernement, supprimer 20 000 communes (sur 30 000 !), réduire considérablement le nombre de fonctionnaires, alléger les impôts – les allègements, considérables, réalisés par Macron les ont rendus gourmands ! –, faciliter les heures supplémentaires... Et de dénoncer la « demande de protection » engendrée par l'existence d'un « taux élevé de propriétaires », par « un accès relativement bon marché aux services publics (santé, éducation, transports), [un] taux élevé de retraités ou de fonctionnaires ». Bref, si Elon Musk m'était conté, version française.

Au moins, les patrons affichent clairement la couleur et, à force d'être « décomplexés », ils réussiront à rendre anticapitalistes les plus modérés !

BORIS LETO • 01/09/2025

PLAN D'ÉCONOMIE : LE PATRONAT EN RÊVAIT, BAYROU L'A TENTÉ

Après des mois d'inertie provoquée par l'absence de majorité parlementaire, le plan d'économies de Bayrou est un condensé d'attaques contre le monde du travail. Sous prétexte d'un « dérapage » de la dette, il veut imposer une thérapie de choc avec 43,8 milliards d'économies sur notre dos :

- Un tiers des fonctionnaires partant à la retraite ne seraient pas remplacés. Cela représente 3 000 postes supprimés dès 2026, donc des conditions de travail et un service aux usagers dégradés.
- Le gel en 2026 des pensions de retraite et des prestations sociales (de l'État, de la sécurité sociale, des collectivités), bloquées au niveau de 2025. Avec l'inflation, c'est tout simplement une baisse des revenus des plus modestes, qui rapporterait à l'État 7 milliards d'euros.
- Le gel des dépenses de l'État, sauf pour rembourser la dette et financer l'armée ! Pas de revalorisation salariale pour les fonctionnaires, ni de progression du budget pour les services publics comme l'éducation, mais des dizaines de milliards pour les banques et les industriels de l'armement.
- Le gel du barème de l'impôt sur le revenu (en principe ajusté sur inflation), pour prélever davantage (et faire payer des centaines de milliers de foyers en plus). Et un alourdissement de la fiscalité des retraités prétendument « aisés » qui gagnent plus de... 20 000 euros par an, 1 670 euros par mois !
- Une baisse de 5 milliards du budget de la Sécurité sociale : franchise médicale doublée, restrictions du dispositif affection longue durée (ALD) pour les malades chroniques...
- La suppression de deux jours fériés : deux jours de travail gratuit tous les ans ! À cela s'ajouterait une nouvelle réforme du droit du travail et une énième baisse des allocations chômage.

Vous l'aurez remarqué : rien pour faire payer les riches ou les grandes entreprises.

H. W. • 02/09/2025

Le NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

sera présent à la FÊTE DE L'HUMANITÉ

➔ **Du 12/09 au 14/09**
Rdv Allée Frida Kahlo

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Bal tragique à Matignon : Le Pen répudie Macron

Marine Le Pen est embarrassée. Handicapée par sa condamnation pour détournement de fonds publics qui lui vaut d'être inéligible, elle ne tenait pas tellement à rompre son alliance tacite avec Macron et préférait attendre les prochaines élections en jouant son rôle d'opposante « responsable ». Elle prévoyait de négocier son soutien à Bayrou : quelques assouplissements de son budget (l'annulation du vol des deux jours fériés ?) en échange de nouvelles concessions faites à l'extrême droite.

Mais le mouvement montant du 10 septembre l'a poussée à faire tomber le gouvernement au plus tôt, pour ne pas se retrouver trop ostensiblement du côté de Bayrou et de Macron.

Si la date du 10 septembre a surgi de façon confuse sur les réseaux sociaux, il s'agit désormais d'un appel clair à mettre le pays à l'arrêt pour bloquer ce budget austéritaire. Une perspective inadmissible pour le RN, qui se démarque donc par avance de la mobilisation du 10 septembre et dénonce le « chaos »...



dont Le Pen rend Bayrou responsable. Elle reproche au Premier ministre de ne pas l'avoir appelée cet été pour négocier un accord. Lui rétorque qu'elle n'a pas répondu au téléphone ! Plus qu'une joute parlementaire, c'est un duo de clowns.

Et le cirque n'est sans doute pas terminé : le RN va jouer les équilibristes pour tenter de ménager la chèvre et le chou. Bardella tente

de convaincre ses interlocuteurs patronaux qu'il serait meilleur que Bayrou pour en finir avec « l'instabilité »... et qu'après une nouvelle dissolution, un gouvernement du RN aurait le capital politique pour appliquer un plan d'économie drastique. En parallèle, Le Pen présente à son électorat ouvrier la dissolution comme une manière de balayer Macron et sa politique...

Les lepénistes ont donc changé de tactique, mais pas de programme : au plan de Bayrou, ils veulent juste ajouter leur touche xénophobe et souverainiste avec des coupes budgétaires ciblées contre les immigrés et sur la contribution de la France au budget de l'Union européenne (de l'argent européen dont le RN n'a pourtant pas hésité à se servir ces dernières années !).

Mais rien ne dit que l'imposture fonctionnera. Le mouvement de 2023 contre la retraite à 64 ans l'a montré : l'hypocrisie et la démagogie « sociale » du RN se fissurent quand la colère contre Macron et sa politique pro-patronale s'expriment dans la rue. Pas facile en effet de se présenter comme anti-système dans les urnes, quand on est viscéralement contre les travailleurs qui défendent leurs intérêts par leurs propres moyens... Les charognards lepénistes, qui se nourrissent des défaites du monde du travail, ont gros à perdre si la contestation enfle sur le terrain des luttes.

HUGO WEIL • 01/09/2025

Noyer les luttes dans les jeux parlementaires et les urnes : la gauche voudrait nous ressortir sa vieille recette

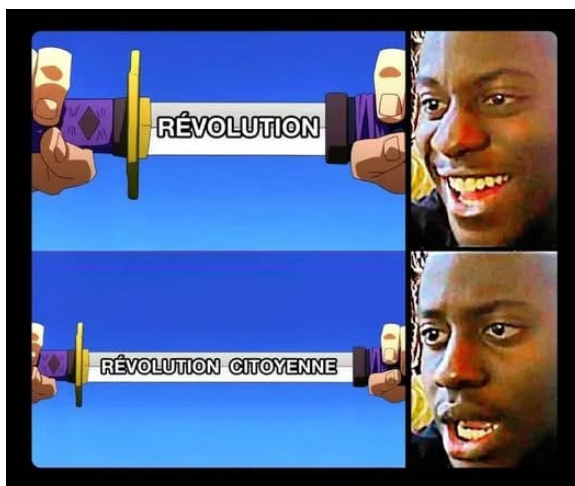
À peine Bayrou a-t-il mis à l'ordre du jour son départ de Matignon afin de refiler à d'autres la patate chaude de mesures d'austérité qui soulèvent la colère, le chef du PS, Olivier Faure, a cru son heure venue d'offrir ses services. « Ce n'est pas Bayrou ou l'apocalypse », clame-t-il à l'intention de ceux qui voient la fin du monde (de leur monde) dans une mobilisation spontanée, partie de la base, menaçant de tout bloquer. Puisque Bayrou patauge, les socialistes seraient « volontaires pour être les suivants », rajoute le chef du PS, prêt à gagner Matignon pour calmer la colère qui gronde, proposer « aux Français l'armistice », comme il a déclaré à la télé dimanche dernier.

Et comment donc ? Avec « une autre manière de gouverner » et « l'engagement de ne pas utiliser le 49.3, ce qui mécaniquement nous obligera à trouver des compromis texte par texte ». En clair, se mettre d'accord texte par texte au sein d'un Parlement qui est à majorité de droite et d'extrême droite (deux tiers des députés) et un Sénat du même acabit ? Ça promet !

Là où Bayrou annonçait 44 milliards d'économies au budget de l'État, Olivier Faure promet qu'il n'en ferait que 21,7... mais toujours sur notre dos. « Ce n'est pas le budget de nos rêves mais il peut permettre de trouver des majorités », reconnaît le député socialiste Philippe Brun, qui ajoute pour faire passer la pilule, qu'on rependrait « les propositions du rapport de René Dosièrè visant à mettre fin à un certain nombre d'avantages indus ». C'est un rapport demandé fin août par François Bayrou, préconisant quelques menues économies sur les budgets des élus car, explique l'auteur, « on ne peut pas demander des efforts aux Français si ceux qui demandent des efforts n'en font pas eux-mêmes ». À nos efforts, donc !

Le PCF se veut lui aussi, dans son communiqué du 29 août, « force de proposition ». C'est à ce titre qu'il a choisi de répondre positivement à l'invitation de Bayrou pour aller, a-t-il dit, « lui présenter son pacte pour l'avenir de la France ». Ça lui fera une belle jambe !

Le mouton noir de cette gauche serait la FI que le PS ne veut pas dans son éventuel gouvernement, mais dont Olivier Faure voudrait bien les voix, rajoutant : « J'ai envie de dire "déconne pas, Jean-Luc" ». Malheureusement il ne « déconne » pas beaucoup, se plaçant lui aussi sur le terrain de la politique institutionnelle, à courir der-



rière une élection présidentielle anticipée pendant que le RN court lui derrière une législative anticipée.

Patrons, banquiers, actionnaires, ce sont eux qui bloquent nos salaires, qui licencient, contrôlent toute l'économie et par là contrôlent la politique de l'État et ses gouvernants. Ceux qui se succèdent au pouvoir n'en sont que les exécutants, ou les fusibles qu'on fait sauter et permute en cas de crise : gauche-droite, droite-gauche et demain peut-être extrême droite si nous laissons faire. Notre force est que nous faisons tout tourner, les usines, les transports, les écoles. Elle est dans nos luttes et pas dans les combines parlementaires ou les bouts de papiers au fond d'une urne.

OLIVIER BELIN • 02/09/2025

DE L'ART DE PRENDRE LE TRAIN EN MARCHE... OU PAS

Si Bayrou a attendu le 15 juillet pour préciser en détail ses attaques, les grandes lignes en étaient connues dès le printemps. Les 40 à 50 milliards d'euros de prétendues économies à faire sur le dos des seuls travailleurs auraient pu – et dû – amener les directions syndicales à alerter et préparer la lutte. Mais non, rien. Et pas grand-chose de plus après le 15 juillet. Ce silence a rendu d'autant plus audibles les appels à tout bloquer lancés par de parfaits inconnus. Ils exprimaient ce que des millions fulminaient chacun dans son coin.

Certains dirigeants syndicaux, comme le cégétiste Laurent Brun, ont eu comme réaction immédiate d'accuser les initiateurs d'un « blocage du pays » le 10 septembre d'être des ennemis. Comme si tout ce qui bouge hors des syndicats et de leur contrôle était nécessairement piloté au périscopé par des sous-marins d'extrême droite. Cela n'est pas passé auprès de militants et autres « cadres intermédiaires » syndicaux – l'expérience du mouvement des Gilets jaunes, que certains regrettent d'avoir tardé à rejoindre, a pesé. D'où des volte-face syndicales salutaires ! Des appels de syndicats voire d'intersyndicales locales, et parfois de fédérations comme SUD-Rail, se sont multipliés à mesure que la pause estivale s'achevait.

Du côté des confédérations, Solidaires puis la CGT se sont décidées ➔

Bloquer le pays ? Chiche !

Les discussions autour du 10 septembre sont nombreuses, que ce soit dans les assemblées générales (AG) militantes qui se sont réunies dans toutes les villes en août ou sur les lieux de travail. Les débats qui animent ceux qui sont convaincus de la nécessité de riposter portent sur les objectifs et la méthode.

Les expériences des précédents mouvements contre Macron et les patrons ont pu laisser un sentiment d'impuissance. Face à la répression des flics, au matraquage médiatique, à la résignation de certains travailleurs qui ont soutenu sans participer et aux manœuvres des directions syndicales qui sont complices du pouvoir, aucun n'est parvenu à réellement bouleverser le rapport de force. Mais tous ont montré, à leur façon, une voie pour l'action : qu'un mouvement combine la détermination des Gilets jaunes de 2018 avec le nombre des manifestants contre les 64 ans de 2023 et la grève reconductible comme dans les transports en 2019 contre la retraite à points, et il sera inarrêtable !

➔ à rejoindre les appels, cette dernière en prenant son temps, le 27 août. Mais deux jours plus tard, coup de théâtre : une inter-syndicale regroupant les huit confédérations appelle à la mobilisation le... 18 septembre, sans même mentionner le 10 septembre ! Pour mieux le supplanter ? C'est clairement la stratégie de la CFDT, qui vient d'inviter Bayrou à son université d'été. Que les centrales autoproclamées « combattives » comme la CGT ou Solidaires signent cet appel traduit leurs attermoissements et, au fond, leur crainte de perdre le contrôle d'une situation qui pourrait leur échapper. Elles veulent pouvoir dire qu'elles en sont sans renoncer à leur rôle d'interlocuteur du pouvoir et du patronat (rappelons les mois de conclave récent sur les retraites).

De toute façon, le succès de la mobilisation en cours ne dépend pas des communiqués au sommet, et c'est tant mieux. Car la formule devenue rengaine « la grève partout où c'est possible » n'aide en rien à convaincre que c'est justement le moment d'y aller.

Cela va donc dépendre des militants et militantes, des vétérans comme ceux pour qui la lutte est chose nouvelle, de l'énergie mise par chacun à relayer les appels de papier et les transformer en lutte réelle. Cela va dépendre du répondant que nous allons trouver dans toute la société.

C'est en nous, et nous seuls - travailleurs, en emploi stable ou non, ou chômeurs, jeunes qui ne veulent devenir ni chair à canons ni chair à patrons, retraités radicalisés - que réside la force. C'est à nous de construire notre mouvement, de lui donner une direction qui, émanant d'assemblées générales, de coordinations de luttes, centralisera les forces et permettra de vaincre.

MATHIEU PARANT • 02/09/2025

CANALISER LA COLÈRE DANS LES URNES OU DÉGAGER MACRON ET LES PATRONS ?

Le fusible Bayrou aura sauté le 8 septembre - sauf miracle pour le protecteur de Betharam. Exit Bayrou, reste le budget antisocial qu'il a concocté en collaboration non seulement avec les partis politiques de gouvernement (du PS aux LR, en toute complicité avec le RN) mais surtout sous la dictée du Medef. Ce n'est pas la politique d'un Premier ministre mais celle du patronat : elle est donc là pour durer. Toute tentative de rapiéçage au Parlement, issue ou non de nouvelles élections législatives, mettra au pouvoir une équipe qui mènera la même politique.

La France insoumise de Mélenchon se démarque de cette « lutte des places » au Parlement en appelant à la « destitution ». La FI surfe sur l'aspiration légitime à déloger Macron, toujours vive depuis ces samedis de décembre 2018 où les Gilets jaunes encerclaient l'Élysée pour « aller le chercher ». Que Macron dégage - c'est bien tout ce qu'il mérite. Mais certainement pas pour enchaîner avec de nouvelles élections présidentielles qui risqueraient d'étouffer la lutte et reviendraient à laisser son sort à un jeu électoral truqué à l'avantage des grands capitalistes qui possèdent la plupart des médias... et, qui, à force, pourrait faire arriver le RN à l'Élysée !

Le mouvement contre ce budget antisocial, mais aussi contre toutes les attaques qu'on a subies depuis des années, le blocage des salaires, les réductions d'effectifs et vagues de licenciements, le recul de l'âge de la retraite, doit désigner ceux qui en sont les premiers responsables et bénéficiaires : les super-riches et les patrons. Ce sont eux qu'il faut faire payer, déloger et exproprier. La chute de leur petit personnel politique n'en serait qu'une conséquence.

ACTIONS OU MANIFS ?

Les deux bien sûr ! Des années de défilés plan-plan entre Bastille et Nation (pour ne parler que de la capitale) ont entretenu l'idée que « les manifs ne servent à rien. »

Notre nombre est pourtant une de nos forces dans la lutte contre les milliardaires et les actionnaires : ils ont les milliards mais nous sommes des millions ! Tous les mouvements qui ont gagné dans l'histoire ont été rythmés par des manifestations de masse - de 1936 à 2019 en passant par 1968 et 1995.

Des manifestations réussies donnent de la force à la contestation : elles effrayent ses adversaires, les forcent à louvoyer face à l'opinion populaire et surtout elles aident ceux qui militent dans le mouvement à se compter et à entraîner leurs proches et leurs collègues dans la lutte. Les manifestations permettent de préparer les suites (actions, grèves, AG...) en étant chaque fois plus nombreux ou plus organisés et de rencontrer d'autres secteurs pour se coordonner.

C'est l'organisation et le nombre qui permettront de résister face à la répression policière et de protéger la masse des participants pour permettre à tous et toutes de s'exprimer.



BLOCAGE OU GRÈVE ?

Les travailleurs salariés produisent presque tout dans le pays - ils représentent 90 % de la population active en emploi. Ils ont donc un pouvoir de blocage incomparable qui s'appelle la grève. Une grève générale, c'est-à-dire une grève qui toucherait l'ensemble des secteurs et qui ne serait pas limitée à un jour ou deux, serait une démonstration éclatante que, sans les travailleurs, tout s'arrête. Alors que les patrons et les politiciens pourraient bien disparaître qu'on y verrait que du feu... et à terme que du mieux !

La grève, ce n'est pas croiser les bras, elle permet une activité intense d'organisation sur le lieu de travail, de déploiement pour

des actions et de liens avec le reste du mouvement - et de répondre collectivement aux problèmes financiers, avec des caisses de grève, des repas partagés, etc.

L'essentiel est qu'elle soit dirigée démocratiquement par les grévistes eux-mêmes : comités de lutte pour la préparer, AG et comités de grève pour la mener, coordinations pour la généraliser. Un gréviste = une voix !

BOYCOTTER OU CONTRÔLER ?

Certains voudraient tenter des actions d'un genre différent des mouvements précédents. C'est le sens des appels au boycott de la consommation ou de la carte bancaire. Enrayer la machine capitaliste, oui, mais comment ? En tant que consommateurs, même des militants déterminés seront vite restreints dans leurs moyens d'action. Mais pas en tant que travailleurs. Les salariés des banques par exemple, voient passer entre leurs mains toutes les opérations financières qui consistent à vider les poches des pauvres

pour remplir celles des riches. Ils auraient les moyens de mettre leurs patrons en « panique » !

Récemment les dockers de Fos-sur-Mer ont bloqué pendant quelques jours un conteneur de matériel militaire français à destination d'Israël, rejoints par leurs collègues de Gênes, Tanger et Barcelone. Si les travailleurs s'organisent, ils ont les moyens de mettre sous leur contrôle collectif toute la production : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

RAPHAËL PRESTON • 02/09/2025

Gilets jaunes

Une explosion de colère qui a fait date

« Ce mouvement a donné quelques sueurs froides à un Macron dont l'arrogance et, surtout, les mesures avaient exaspéré les classes populaires. »

La rapidité avec laquelle l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre s'est répandu et, surtout, le fait qu'il n'émanait pas des organisations syndicales ont rappelé à beaucoup, à commencer par Macron et ses ministres, les débuts du mouvement des Gilets jaunes.

Il faut dire que ce mouvement a donné quelques sueurs froides à un Macron dont l'arrogance et, surtout, les mesures avaient exaspéré les classes populaires. Face à la hausse des taxes sur les carburants, le 17 novembre 2018, des centaines de milliers de personnes ont endossé un gilet jaune et occupé les ronds-points un peu partout, surtout à la périphérie des villes petites et moyennes. Un signe de reconnaissance présent dans tous les véhicules et un lieu de rassemblement propice aux discussions, à l'organisation d'actions décidées localement : le mouvement avait su trouver des formes originales qui tranchaient sur le ronron des mobilisations syndicales.

Rapidement, les Gilets jaunes ont convergé vers les grandes villes dans de grandes manifestations les week-ends : mais rien à voir avec les manifestations habituelles ! À Paris, le 24 novembre, « l'Acte II » du mouvement a envahi les Champs-Élysées à Paris. Rapidement, Macron a fait machine arrière sur la taxe sur les carburants... Trop tard ! Le mouvement était passé à autre chose et mettait en avant des revendications sociales : pouvoir

d'achat, conditions de travail, organisation de la société !

Imprévisible, sans tabou sur les moyens de lutte, naturellement organisé dans des formes qui poussaient aux débats, aux discussions sur quoi faire, suivies de décisions immédiatement mises en œuvre : tel a été ce mouvement qui a conquis le cœur d'une bonne partie des classes populaires et a été observé partout, les images des mobilisations faisant le tour du monde à la télé. Pas de palabres inutiles, donc : discussions, décisions, actions, un cocktail d'une efficacité redoutable.

À se retrouver, à force d'analyser l'état du mouvement, les réponses du pouvoir, les Gilets jaunes ont commencé à refaire le monde dans des assemblées recherchant ce que pourrait être la meilleure organisation de la société. Mais sans voir que l'organisation même dont ils s'étaient dotés pouvait constituer la base d'une démocratie directe : des dizaines de Gilets jaunes regroupés sur des dizaines de milliers de ronds-points représentaient une force militante énorme, un point de départ montrant que les travailleurs sont capables de tout contrôler dans la société ! Les discussions se sont enlisées sur l'expression de la « volonté populaire » par voie de référendum – le fameux RIC, référendum d'initiative citoyenne, qui cantonnait les discussions dans le cadre d'institu-



MANIFESTATION DE GILETS JAUNES SUR L'AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES À PARIS, NOVEMBRE 2018

tions compatibles avec la société capitaliste. Autre limite du mouvement, les attributs patriotiques – drapeau tricolore, *Marseillaise* – qui ont montré que, si le mouvement des Gilets jaunes était incontestablement un mouvement des classes populaires dont les aspirations étaient sociales, il ne s'est jamais placé consciemment sur ce terrain-là.

De fait, si les travailleurs ont constitué le plus gros des effectifs des Gilets jaunes, le mouvement n'a envahi les entreprises à aucun moment, la production elle-même n'a jamais été bloquée et le mouvement n'a pas pénétré les usines en tant que telles.

Au début souvent hostiles aux bureaucraties syndicales – qui le leur ont bien rendu ! –, les Gilets jaunes ont veillé jalousement à ne pas se doter de structures « verticales ». Même les tentatives de coordination nationale des Gilets jaunes (janvier 2019, première Assemblée des assemblées à Commercy, puis une deuxième en avril à Saint-Nazaire, une troisième en juin à Montceau-les-Mines et une quatrième en novembre à Montpellier) en sont restées à une « horizontalité » em-

pêchant le mouvement de se structurer au niveau national, ce qui aurait ouvert la possibilité de proposer une politique à l'ensemble des classes populaires au-delà des manifestations.

« Malgré ces limites, le mouvement des Gilets jaunes est devenu une référence [...] de ce qui est à craindre. »

Cela dit, malgré ces limites, le mouvement des Gilets jaunes est devenu une référence pour tout le monde. Pour les nantis, mais aussi les bureaucraties syndicales, une référence de ce qui est à craindre. Un point de départ pour tous ceux qui pensent que seule la mobilisation des travailleurs peut changer le monde.

JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 02/09/2025

1995-2022 : d'un ensemble de mouvements à un mouvement d'ensemble

L'histoire des luttes sociales des trente dernières années est marquée par des victoires, en 1995 contre le plan Juppé qui voulait aligner les retraites de la fonction publique sur celles du privé, en 2006 contre le contrat première embauche (CPE) de Dominique de Villepin, qui imposait plus de précarité aux jeunes, ou en 2020 contre la retraite à points, mais aussi par des défaites, face aux réformes des retraites de 2003, 2007, 2010, 2014 et 2022 ou à la loi Travail de 2016... Et surtout par une accumulation d'expériences collectives.

COMPTER LA GRÈVE D'UN SECTEUR OU LA GÉNÉRALISER ?

Si la victoire de 1995 n'a pu effacer les pertes subies par le privé, c'est que celui-ci a été cantonné à un rôle de soutien à la grève « par procuration » des transports. Une stratégie qui a mené aux défaites de 2003 et 2010, malgré des manifestations au moins aussi massives qu'en 1995. Les secteurs en grève reconductible – fonction publique, cheminots ou raffineries – ont été isolés faute de plans de généralisation au-delà des « journées saute-mouton ».

En 2022, le mouvement s'est distingué par son ampleur : quatorze journées nationales, des cortèges gigantesques jusque dans les petites villes, des centaines de milliers de manifestants issus de secteurs peu habitués à descendre dans la rue. Malgré le mépris du gouvernement, le recours au 49.3 et une répression brutale, la mobilisation a tenu près de six

mois. Mais, en l'absence d'assemblées générales (AG) massives et d'une grève reconductible forte, elle a buté sur les limites du calendrier de l'intersyndicale, alors qu'aucun secteur ne jouait le rôle de « locomotive ».

CONSTRUIRE DES CADRES POUR IMPOSER UNE AUTRE DIRECTION

Des tentatives de dépassement des rythmes et stratégies des appareils syndicaux ont néanmoins connu des succès réels. 2003 a été marqué dans l'éducation par des formes d'auto-organisation rarement vues, avec des « grèves marchantes » sillonnant les villes et des AG massives et coordonnées.

Trois ans plus tard, la jeunesse scolarisée a entraîné le monde du travail, avec des AG et une coordination étudiante qui ont pu disputer la direction du mouvement aux directions syndicales.

Depuis 2010, dans plusieurs villes et départements, des AG interprofessionnelles ont réuni des centaines de grévistes de multiples secteurs voulant construire un mouvement d'ensemble, en commençant par voter la reconduction quotidiennement, défiler côte à côte dans les manifestations, mener des actions de blocage, de soutien aux piquets et d'extension de la grève, en lien avec des AG de secteurs, notamment de gares.

Le mouvement de 2016 a été l'occasion que se rencontrent des équipes combattives partageant la volonté de sortir de l'émiettement des grèves et des journées, sans attendre l'initiative des directions syndicales. De ces rencontres et des luttes des années suivantes sont nés des collectifs militants, qui ont notamment permis le lancement d'une caisse de grève nationale en 2019 par Info'Com CGT, SUD Poste 92 et la CGT Goodyear, outil essentiel de la reconductible.

Malgré les défaites, chaque mouvement a été l'occasion de gagner des habitudes précieuses, de tisser des liens solides et de tirer des leçons essentielles pour les prochaines batailles de notre classe.

J.-B. PELÉ • 02/09/2025

POUR QUE LA POLITIQUE PATRONALE DE MACRON DÉGAGE, NOS GRÈVES ET NOS LUTTES SONT LE VRAI BLOCAGE !

Le 10 septembre a été conçu pour « tout bloquer » contre le plan d'austérité concocté par Bayrou, et les assemblées générales (AG) de préparation sont parfois traversées par l'aspiration à dégager non seulement Bayrou mais aussi Macron.

Si la mobilisation du 10 et ses suites aboutissaient à les virer, nous ne les regretterions pas. Mais les chefs de gouvernements ont beaucoup tourné ces derniers temps : Barnier, Castex, Borne, Attal... Et la politique menée n'a pas varié : la même offensive patronale n'a fait que dégrader profondément nos conditions de vie. Ce qui compte, c'est de faire reculer la classe dirigeante pour de bon, que la peur change de camp, que le rapport de force bascule en faveur des travailleurs. Donc imposer notre volonté au patronat, le vrai donneur d'ordres des gouvernements successifs.

C'est un programme de lutte qu'il faut discuter dans les AG, dans les villes, les quartiers mais aussi dans les entreprises : d'abord l'annulation de toutes les mesures envisagées par Bayrou, mais aussi l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire, des embauches par milliers dans les services publics, une hausse généralisée des salaires, pas de retraites, pas de

minima sociaux sous les 2000 euros net... Le minimum pour vivre et pas seulement survivre ! Imposer nos revendications, c'est faire payer le patronat dont les profits volent de record en record.

L'argent existe, pas dans les caisses de l'État qui taxe en priorité les plus pauvres d'entre nous à coups de TVA, mais dans les caisses du patronat. Et une lutte qui s'ancrerait dans la durée au-delà du 10 septembre, avec des grèves qui s'étendraient, permettrait d'aller le chercher. Les patrons n'en mèneraient pas large face à une grève générale, car c'est l'organisation des grévistes eux-mêmes, leurs AG, leurs comités de lutte, leurs coordinations qui pourraient imposer un contrôle sur les comptes des entreprises, des banques, des services publics. C'est nous les travailleurs qui produisons tout, c'est nous qui savons comment fonctionnent réellement toutes les boîtes publiques ou privées. Et c'est nous qui sommes capables, en s'unissant par nos luttes, de décider comment répartir les richesses.

Se doter de ces objectifs, c'est poser la vraie question, celle de qui décide : la question du pouvoir, qui n'est ni à l'Assemblée, ni à Matignon, ni à l'Élysée !

EDOUARD MCBEYNE • 02/09/2025



PARIS, 1^{ER} MAI 2023. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / COPYRIGHT : MARTIN NODA / HANS LUCAS

Valls en Kanaky : la carotte pour les colons, le bâton pour les Kanak !

Alors que les militants indépendantistes du FLNKS ont définitivement rejeté les accords de Bougival de juillet 2025, Manuel Valls, le ministre des Outre-mer – autrement dit le ministre des Colonies... – s'est rendu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie pour orchestrer la mise en œuvre de ces accords. Le FLNKS, largement majoritaire parmi les indépendantistes, a refusé de s'asseoir à la table des discussions... Le Sénat coutumier, invité, est parti dès la deuxième séance de discussion. À peu de choses près, la situation ressemble maintenant à un tête-à-tête entre les représentants de l'État colonial et ses proxys loyalistes, à qui profitent lesdits accords.

DERRIÈRE LA VOLONTÉ AFFICHÉE DE DIALOGUE, LA TRIQUE COLONIALE

Pourtant, Valls fait mine de faire avancer le calendrier gouvernemental et d'aller vers la loi constitutionnelle supposée être présentée le 17 septembre... sous réserve qu'il y ait toujours un gouvernement à cette date ! Mais, comme l'affirmait Milakulo Tukumuli (président de l'Éveil océanien) : « Peut-on réussir un accord de décolonisation sans le FLNKS ? Je ne le crois pas. » Parions que Valls et le gouvernement non plus, d'où les efforts répétés du ministre pour arracher l'accord du FLNKS lors de rencontres bilatérales – en vain, ce dernier n'a pas fléchi, son président, Christian Tein, dénonçant l'illusion d'un assentiment de la part de son organisation... Il faut tout de même rappeler que l'État français, qui se pose en pacificateur, maintient Christian Tein et quatre autres leaders indépendantistes à 17 000 kilomètres de la Kanaky, dans l'Hexagone, où sont de plus placés en détention plusieurs dizaines de jeunes ayant participé à la révolte de l'an dernier. D'ailleurs, Valls a déclaré à propos de cette révolte que « l'État,

cette fois, ne se laisserait pas surprendre ». Une déclaration à mettre en lien avec le renforcement de la présence policière dans les quartiers pauvres, où les tensions avec les populations kanak sont quotidiennes.

LES ACCORDS DE BOUGIVAL : UN MARCHÉ DE DUPES

Pour rappel, les fameux accords de Bougival présentés le 12 juillet¹ n'ont accordé que des mesures symboliques aux indépendantistes et des concessions pas du tout symboliques aux loyalistes. Ils prévoient entre autres la création d'un « État » de Nouvelle-Calédonie, dont la seule différence avec la situation actuelle serait une « nationalité calédonienne » en plus de la nationalité française et des représentations diplomatiques dans le monde... Pour le reste, on garderait la situation coloniale actuelle – en particulier l'État français continuerait à pouvoir envoyer ses flics et ses militaires comme bon lui semble et à contrôler justice et monnaie ! Dans le même temps, les accords voudraient intégrer au corps électoral plusieurs milliers

de métropolitains, rendant les Kanak encore plus minoritaires sur leurs terres – c'était d'ailleurs cela qui avait fait éclater la révolte de 2023. De plus, ce projet fait la part belle aux velléités de partition portées par Sonia Backès, la présidente de la riche et blanche Province Sud, dont la représentation à l'Assemblée locale serait augmentée.

Les populations kanak doivent trouver les travailleurs français à leurs côtés, contre cet État qui se tient derrière les exploiters et les oppresseurs.

L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ KANAK FAVORISE LE SÉPARATISME DES LOYALISTES

La situation matérielle des populations kanak ne cesse de se dégrader. Les plans de licenciements, comme ici, se multiplient, pendant que la baisse des allocations et la modification des conditions d'accès aux écoles visent à les précariser davantage. On assiste ainsi au départ d'un certain nombre de Kanak du Grand Nouméa vers leurs tribus d'origine pour tenter de trouver une subsistance dans l'agriculture vivrière traditionnelle et dans les liens communautaires – situation qui ren-

force les velléités séparatistes de Sonia Backès et de l'extrême droite loyaliste.

Valls et les intérêts capitalistes qu'il représente n'ont rien à faire en Kanaky et les Kanak pourraient bien le leur faire savoir dès la rentrée. Les populations kanak doivent trouver les travailleurs français à leurs côtés, contre cet État qui se tient derrière les exploiters et les oppresseurs, là-bas comme ici. La lutte des populations kanak mérite bien autre chose que des compromis pourris !

ANDRÉA CLAU • 02/09/2025



CHRISTIAN TEIN

1. Et que nous détaillons dans cet article : npa-revolutionnaires.org/kanaky-laccord-de-bougival-fait-la-part-belle-aux-colons-dextreme-droite



Partout dans le monde, dénoncer l'escalade génocidaire de l'État d'Israël

Depuis le 21 août, Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite mettent en œuvre une nouvelle étape de leur projet génocidaire vis-à-vis des Palestiniens : occuper militairement la ville de Gaza, où vivent plus d'un million de personnes n'ayant nulle part où aller. Les crimes de guerre succèdent aux crimes de guerre. Suite au blocage de l'aide alimentaire, Gaza est en situation de famine. 80 % des personnes mortes de faim sont des enfants. Les hôpitaux continuent à être systématiquement bombardés, comme l'hôpital Nasser au sud de la bande de Gaza, un des derniers centres de santé encore partiellement fonctionnel, qui a été la cible de deux bombardements le 25 août. Après près de deux ans de guerre, plus de 63 000 Palestiniens ont été tués. Les services de renseignement israéliens eux-mêmes estiment que 83 % d'entre eux étaient des civils.

Depuis l'appel à la grève générale du 17 août, lancé par les familles des otages, la mobilisation contre la guerre s'amplifie en Israël. Près de 300 000 personnes ont manifesté ce jour-là à Tel Aviv et depuis, des manifestations rassemblent chaque semaine des dizaines de milliers de manifestants dans les principales villes du pays. Ils réclament un cessez-le-feu et s'opposent au plan d'occupation militaire de Gaza au nom du retour en vie des otages. Mais certains dénoncent aussi le massacre des Palestiniens, brandissant des photos d'enfants assassinés. L'appel à la désobéissance des soldats rencontre de plus en plus d'échos : selon les estimations, 50 à 60 % des réservistes refusent de se présenter, par épuisement moral mais aussi pour ne plus commettre des crimes de guerre. Avec la rentrée scolaire et l'entrée en scène des lycéens, le mouvement anti-guerre pourrait encore gagner en profondeur et en détermination. Une bonne partie de la jeunesse israélienne n'a sans doute pas envie d'un avenir plombé par la guerre sans fin que lui promettent Netanyahu et l'extrême droite.

Face à la guerre d'extermination, il n'y a rien à attendre des grandes puissances impérialistes, quelles qu'elles soient.

Rien à attendre des États-Unis bien évidemment, soutien indéfectible d'Israël, qui n'ont pas hésité à priver de visa la délégation palestinienne devant se rendre à l'assemblée générale de l'ONU le mois prochain à New York. Rien à attendre non plus des pays de l'Union européenne, qui n'ont même pas voulu se mettre d'accord sur d'éventuelles sanctions envers l'État d'Israël – quel que soit leur caractère symbolique. Les intentions de Macron de reconnaître un État palestinien n'ont abouti à rien, sinon se faire traiter d'antisémite par Netanyahu. Pour l'État français qui criminalise tout soutien exprimé au peuple palestinien, quelle ironie ! Il n'a d'ailleurs pas pour autant tourné la page de cette politique répressive, comme l'illustre son refus d'accueillir des réfugiés gazaouis sur son sol.

« La seule perspective pour s'opposer au massacre, c'est l'amplification des mobilisations pour le dénoncer, en Israël même et dans le monde entier. »

La seule perspective pour s'opposer au massacre, c'est l'amplification des mobilisations pour le dénoncer, en Israël même et dans le monde entier. Suite à quelques aléas météorologiques, une nouvelle flottille d'aide humanitaire à destination de Gaza est partie de Barcelone ce lundi 1^{er} septembre. Une manière de tenter de briser le blocus, mais surtout de briser le silence et d'exprimer notre révolte et notre solidarité, comme lors des manifestations de juin dernier après l'arrestation de Madleen par Israël.



MANIFESTATION EN ISRAËL POUR RÉCLAMER UN CESSÉ-LE-FEU

GUERRE DOUANIÈRE ENTRE EUX, MAIS GUERRE COMMUNE CONTRE LES TRAVAILLEURS

« Il est minuit !!! Des milliards de dollars de droits de douane affluent maintenant vers les États-Unis d'Amérique », a déclaré Trump sur son réseau Truth Social le 7 août, jour d'entrée en vigueur de ses nouveaux droits de douane. Trois semaines plus tard une cour d'appel du pays la jugeait illégale.

POLÉMIQUE AUX USA

Si les juges cherchent quelques noises au président, ce n'est pas pour les beaux yeux du consommateur qui va payer plus cher les produits. C'est que, dans les sommets du monde des affaires, tous n'ont pas les mêmes intérêts dans cette guerre douanière.

En avril, alors que Trump annonçait des taux de 50 % ou 100 %, il avait fait grincer des dents quelques milliardaires, dont le directeur de la plus grande banque américaine, la JP Morgan, craignant pour ses placements, et même d'Elon Musk, qui importe une grande partie des pièces détachées et des matériaux de sa Tesla et de ses fusées, et craindrait de perdre une part des revenus publicitaires de son réseau social X.

GUERRE COMMERCIALE SUR LE DOS DE QUI ?

À l'inverse, quelques patrons français pourront y trouver leur compte : Bernard Arnaud a annoncé fin juillet l'ouverture d'une seconde usine au Texas.

Les marchandages entre Trump et l'Union européenne ont abouti, le 21 août, à l'établissement de droits de douane de 15 % pour la plupart des produits européens. En échange, l'UE doublera ses achats d'énergie aux USA et y investira 600 milliards de dollars d'ici 2028.

Les travailleurs américains connaîtront une vie plus chère et une augmentation des cadences pour compenser les coûts de production que les patrons étaient allés chercher ailleurs.

Quant à ceux qui, en France, s'indignent de la trahison d'Ursula von der Leyen, combien prônent la même politique de capitalisme national ? Comme si pour avoir moins de chômage ici, il faudrait le mettre dans les pays voisins.

OLIVIER BELIN • 02/09/2025

Une nouvelle flottille lève les voiles vers Gaza

Lundi 1^{er} septembre, une vingtaine de bateaux ont finalement quitté le port de Barcelone afin de rejoindre Gaza, de briser l'embargo barbare d'Israël et de dénoncer le génocide et la famine en cours. D'autres navires devraient les rejoindre depuis la Tunisie et la Sicile pour former la « Global Sumud Flotilla », animée par 28 000 bénévoles. En son sein, des délégations de plus de 44 pays, dont des personnalités publiques comme l'actrice américaine Susan Sarandon, la chanteuse norvégienne Aurora ou encore la militante Greta Thunberg, déjà partie prenante de la Flottille pour la liberté Madleen en juin. Des personnalités politiques de gauche sont également présentes, comme l'eurodéputée insoumise Emma Fourreau ou l'ancienne maire de Barcelone Ada Colau (Podemos). Mais on y trouve également des militants révolutionnaires, comme Cele Fierro, députée régionale du Front de gauche-Unité en Argentine, et porte-parole de la Ligue internationaliste socialiste et du Mouvement socialiste des travailleurs (MST). Notre échange avec elle est à retrouver sur notre site.



CELE FIERRO, DÉPUTÉE ARGENTINE DU MST, AVANT SON DÉPART POUR GAZA

AINHOA BOSC • 02/09/2025

L'UKRAINE TOUJOURS SOUS LES BOMBES



Tandis que tout l'été des missiles, bombes et autres drones tueurs ont fait des centaines de morts et blessés dans les villes d'Ukraine, lancés par une armée russe qui cible les populations civiles – pour les terroriser –, les dirigeants des puissances impérialistes, Trump en tête, continuent à se livrer à une fébrile agitation diplomatique. En vue d'une paix, disent-ils. Plutôt d'un gel temporaire de la guerre sur la base du rapport de force : 20 % de l'Ukraine occupée par l'armée russe. Et le cirque des palabres et rencontres au sommet, publiques et secrètes (surtout) n'est pas terminé. Après l'Alaska le 15 août, où Poutine s'est vu dérouler le tapis rouge par Trump, il y a eu Washington le 18 août, où les chefs européens ont pu accompagner Zelensky dans le bureau ovale de la Maison-Blanche. Puis ont suivi des parties de golf, en particulier entre Trump et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, en Écosse. Le Premier ministre britannique a reçu le vice-président américain Vance à Londres. Macron est allé parader en Moldavie, petit pays frontalier de l'Ukraine mais amputé d'une Transnistrie autonome pro-russe, pour dénoncer la menace de Moscou. Et Poutine s'est envolé pour la Chine, à cette rencontre de chefs d'États concurrents des États-Unis, mais jouant dans la même catégorie des chasseurs de profits impérialistes.

GRAND CIRQUE POUR LA FAÇADE, DEALS SECRETS EN COULISSES

Les dirigeants impérialistes occidentaux se mettent en scène en affirmant qu'ils veulent la paix, mais dans le secret, c'est un repartage des marchés et des investissements selon les nouveaux rapports de force qu'ils négocient. Cela a pris du temps à Trump pour imposer à Zelensky l'exploitation de minerais de son pays (c'est fait). Cela lui prend du temps (et ce n'est pas fini) pour dealer avec Poutine l'accès aux terres rares de Russie, à ses minerais nécessaires au nucléaire et à l'exploitation de ses réserves de pétrole de l'Arctique. Poutine confirme d'ailleurs à sa façon que c'est en discussion par un décret présidentiel récent qui devrait permettre à Exxon-Mobil, entre autres, de réinvestir dans des projets gaziers et pétroliers russes. De leur côté, des entreprises européennes lorgnent vers des profits réalisables sur la reconstruction de l'Ukraine, d'où du temps encore pour négocier âprement des « garanties de sécurité », c'est-à-dire la possibilité que des milliers ou dizaines de milliers de soldats soient postés dans le pays ou pas loin, en gendarmes de leurs affaires.

QUELLE SÉCURITÉ, QUELLE PAIX POUR LES CLASSES POPULAIRES D'UKRAINE ?

En attendant, les bombes continuent à pleuvoir et la liste des morts et blessés à s'allonger. De nombreux témoignages soulignent le dilemme durement vécu : en finir avec une guerre meurtrière et destructrice, en finir avec la vie sous la

menace des bombes, mais sans pour autant céder à Poutine. L'allégeance de Zelensky à un Trump qui pousse à la capitulation devant Poutine recueille des critiques, certes de divers bords.

Bien que Zelensky ait imposé aux travailleurs une loi martiale amputant largement leurs libertés démocratiques déjà limitées, des mobilisations et protestations voient le jour. Depuis de longs mois contre des rafles, souvent brutales, pour fournir des troupes pour le front. Plus récemment et plus spectaculairement, contre une loi que Zelensky a fait voter le 22 juillet pour dissoudre des associations anti-corruption. Des milliers de jeunes ont immédiatement manifesté dans plusieurs villes. Par crainte que la protestation ne prenne de l'ampleur, Zelensky a fait annuler sa loi ! C'est probablement aussi pour calmer cette jeunesse remuante qu'il vient, le 26 août, d'autoriser les 18-22 ans à sortir du territoire (jusque-là, c'était interdit aux hommes de 18 à 60 ans) et les moins de 23 ans vivant à l'étranger à revenir, même temporairement. Ce qui représente un immense réconfort pour des familles brisées par l'exil. Mais ce qui indique surtout qu'une partie de la jeunesse (et au-delà ?) n'a pas perdu ses capacités de mobilisation. Contre des mesures de Zelensky, mais pourquoi pas aussi contre ce que voudraient leur imposer des Trump et Poutine, voire derrière eux de futurs occupants européens.

MICHELLE VERDIER • 02/09/2025

À Tianjin, les autocrates le disputent à Trump

La Chine de Xi Jinping a accueilli le 1^{er} septembre un grand raout, où se sont rendus les dirigeants de pays s'estimant lésés par le remodelage des échanges internationaux réalisé entre autres à coups de droits de douane par les États-Unis de Donald Trump. Il s'agit du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Se sont précipités à Tianjin : Poutine, Narendra Modi, le dirigeant indien, mais aussi Kim Jong-un, le président nord-coréen, et Min Aun Hlaing, le chef de la junte militaire birmane. Recep Tayyip Erdoğan, le président turc dont le pays est « partenaire de dialogue » de l'OCS, a fait aussi le déplacement. Une belle brochette de dictateurs à la tête de pays représentant plus de la moitié de la population mondiale.

Le but de Xi Jinping est évidemment de signaler aux dirigeants américains que la Chine pèse lourd dans le « climat de guerre froide » entretenu, selon lui, par les dirigeants des impérialismes occidentaux. Et, pour couronner le tout, mercredi 3 septembre, un immense défilé militaire a clôturé la séquence, histoire de rappeler que les États-Unis n'ont pas le monopole des joujoux sophistiqués capables de massacrer en grand et de vitrifier la planète. À Anchorage, en Alaska, Trump avait tenu à faire survoler la réception de Poutine par une flottille de bombardiers furtifs...

La réplique chinoise à la volonté hégémonique affirmée par les États-Unis – à moins que ce ne soit le contraire – rappelle à tout le monde que si une nouvelle guerre mondiale n'est pas pour demain matin, cela reste une issue possible à la guerre commerciale qui se mène sous nos yeux. Une guerre accompagnée par l'explosion des budgets militaires partout dans le monde.

Les rivalités inter-impérialistes s'effacent vite quand les peuples se révoltent. Les puissances occidentales ont été promptes à s'opposer à Poutine quand il a attaqué l'Ukraine, mais elles n'ont pratiquement rien dit quand il est intervenu pour soutenir le dictateur biélorusse contre son peuple.

J.-J. F. • 02/09/2025

INDONÉSIE : UNE ÉTINCELLE PEUT EMBRASER L'ARCHIPEL

En Indonésie, le gouvernement a dû bannir les live TikTok. Ceux-ci montraient des images d'affrontements entre jeunes et policiers, de parlements attaqués, de commissariats occupés et de résidences de députés ou ministres pillées, illustrant la révolte contre le pouvoir de dizaines de milliers de manifestants qui, comme le proclament leurs banderoles, détiennent lors des émeutes leur propre pouvoir.

Depuis plusieurs mois, une révolte populaire embrase les principales villes du pays et la peur a changé de camp.

La jeunesse scolarisée, soutenue par de larges franges de la population, conteste les politiques du président élu l'année passée, Prabowo. Gendre du dictateur Suharto installé au

pouvoir par les États-Unis, du milieu des années 1960 à 1998 (et responsable de massacres de masse avec l'élimination physique du Parti communiste indonésien), ce dernier n'hésite pas à se réclamer d'un projet fasciste et multiplie les provocations antidémocratiques. À cela s'ajoutent des coupes budgétaires qui suscitent une forte opposition. Prabowo veut en effet baisser de 20 % le budget de l'État... En comparaison, Bayrou et Barnier passeraient presque pour des défenseurs des administrations et services publics ! Le ministère du Travail a perdu 57 % de ses moyens, les universités 40 %, les écoles 20 %. Dans le même temps, les impôts payés par les plus modestes ont augmenté, tandis que les fonds souverains de l'État

accumulent des milliards de capitaux. C'en était trop, d'autant que les députés ont bénéficié d'augmentations de salaire conséquentes.

Depuis le 25 août, les occupations, manifestations et émeutes se sont multipliées. La répression qui a déjà fait plusieurs morts n'a pour le moment eu pour résultat que d'amplifier le mouvement. Plus de détails sur les enjeux des protestations en cours sont disponibles sur notre site.

CHRIS MICLOS • 02/09/2025

Une rentrée qui dépasse les Borne

Le jour de la rentrée des classes, le 1^{er} septembre, Elisabeth Borne a reconnu au micro de RTL qu'il manquait 2500 professeurs. « C'est moins que l'an dernier » s'est-elle empressée d'ajouter ! Voilà où en est réduite la ministre, alors qu'elle assurait quelques jours plus tôt que « 99,9 % des postes » étaient pourvus ! La pénurie de profs continue... alors que les classes sont de plus en plus surchargées.

Comme chaque année depuis plus de quinze ans, près de 2000 postes ouverts aux concours de recrutement pour être prof n'ont pas été pourvus. La crise de recrutement s'approfondit : comment s'en étonner, alors que le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'est considérablement effrité du fait des blocages successifs du point d'indice, et que les conditions de travail se sont dégradées ? Malgré le satisfecit affiché par le ministère, nombreux sont les établissements dans lesquels des profs manquent à l'appel en cette rentrée, sans compter les arrêts maladie ou les congés parentaux qui ne sont quasiment jamais remplacés...

Évidemment, pour pallier cette crise de recrutement, la solution du ministère est de fermer des classes... Dans le premier degré, le ministère argue d'une baisse démographique : au lieu d'en profiter pour laisser respirer les profs et les élèves, et permettre un allègement des classes, le ministère ferme les classes à tour de bras ! Quant au second degré, les effectifs explosent. Dans les lycées,

les classes à 35 sont devenues la norme. En collège, seuls les établissements classés REP+ voient leurs effectifs limités à 24... Mais en réalité les rectorats contournent ces seuils en inventant des « moyennes », et beaucoup de ces établissements voient leurs classes monter à 25 voire 26 élèves...

COUPES DANS LES BUDGETS

À cela s'ajoutent les coupes dans les budgets des collectivités territoriales, dont dépendent les équipements et l'entretien des établissements. Ainsi, la région Île-de-France a imposé le passage au manuel numérique dans les lycées... et en a supprimé le financement, à moins d'accepter le livre qu'elle impose. Si les équipes pédagogiques veulent des manuels imprimés, ou choisir un autre manuel que celui imposé par la région, elles devront l'acheter avec les fonds propres de leur établissement !

Cela sans oublier la suppression brutale du pass Culture en avril dernier... Des centaines de milliers d'euros destinés à financer des sorties, des projets ont été « gelés ». Ces financements sont censés rouvrir en septembre... Mais les équipes ne sont pas à l'abri d'un nouveau gel brutal de ces fonds.

Face à cette nouvelle rentrée catastrophique, la colère gronde dans les établissements. Elle se fera sans doute entendre dès le 10 septembre !

AURÉLIEN PÉRENNA • 02/09/2025

HARCÈLEMENT HOMOPHOBES : LÂCHÉE PAR L'ÉDUCATION NATIONALE, UNE ENSEIGNANTE SE SUICIDE



Elle s'appelait Caroline et était prof dans une école d'un village du Cantal. Le jour de la rentrée, lundi 1^{er} septembre, elle s'est suicidée.

Depuis des mois, Caroline était victime d'un harcèlement homophobe dans son école : plusieurs tags l'insultant et assimilant l'homosexualité à la pédophilie avaient été retrouvés. Face à ce harcèlement, non seulement l'Éducation nationale n'a pas soutenu notre collègue, mais elle l'a enfoncée. Retournant totalement la situation, l'Éducation nationale a reproché à Caroline sa non-« communication ». Rien n'a été fait pour la soutenir, que ce soit pour lui permettre de rester en sécurité sur son poste, ou bien de la muter dans un poste équivalent pour échapper au harcèlement.

Pire encore, le dessinateur de la bande

dessinée *Cas d'école*, connu sur les réseaux sociaux, s'est vu convoqué au commissariat à la suite d'une plainte de l'Éducation nationale parce qu'il avait raconté l'histoire de notre collègue et l'absence de soutien de l'institution.

Il y a six ans, notre collègue Christine Renon se suicidait, elle aussi broyée par la machine de l'Éducation nationale. C'est bien seulement notre mobilisation collective qui permettra d'en finir avec cette violence de l'institution, et pourra éviter de nouveaux drames.

A.P. • 02/09/2025.

POTIGNY (CALVADOS)

Une bataille gagnée... qui en appelle d'autres

Le collège de Potigny (Calvados) a vu ses effectifs augmenter de plus d'un tiers en quatre ans : en cette rentrée, 440 élèves sont attendus. Ce chiffre devrait encore grimper, car la nouvelle carte scolaire met dans le secteur de ce collège plusieurs nouveaux lotissements.

Or, le bâti comme les effectifs du personnel non enseignant étaient restés les mêmes. De courriers et communiqués de presse en audience avec la directrice académique, en passant par un rassemblement parents-personnel devant le collège, les collègues avaient décroché au printemps dernier un préfabriqué. Et le poste d'assistant d'éducation (AED) indispensable ? « Vous êtes en haut de la pile » répondait la directrice académique... avant de consentir royalement 0,1 poste, soit quatre heures par semaine ! Déclenchant la colère des collègues qui revendiquaient au moins un poste. Fin juin, un vote unanime décidait d'un préavis de grève pour lundi 1^{er} et mardi 2 septembre : la rentrée n'aurait pas lieu à Potigny ! L'information tournait et plu-

sieurs médias locaux avaient confirmé leur présence sur le piquet de grève.

Vendredi 29 août, les agents ont appris en réunion de pré-rentrée que la direction académique avait lâché un poste d'AED... la veille à 19 h 30, en plus d'un tiers-temps de conseiller principal d'éducation (CPE) en début de semaine. Les revendications immédiates étant satisfaites, la rentrée a bien eu lieu. Mais un tract aux parents et le rendez-vous maintenu avec la presse expliquaient les raisons de la victoire et indiquaient les luttes à venir. Faute de locaux suffisants, le nombre d'élèves par classe atteint le seuil maximal de 30 dans les quatre classes de cinquième. Avec une classe de plus, les cinquièmes seraient 24 par classe... minimum, car la direction du collège a dû refuser l'inscription de plusieurs élèves arrivés cet été dans le secteur ! Mais à Potigny, les salariés du collège ont maintenant une méthode pour affronter les problèmes.

CORRESPONDANTS • 02/09/2025



Face à Borne, des profs mobilisés dès le 10 septembre

Dès la pré-rentrée, vendredi 29 août, des assemblées générales se sont réunies sur des heures d'information syndicale. Ainsi, au collège Barnave, à Grenoble, les 35 collègues présents se prononcent majoritairement pour la grève le 10 septembre. À Villeurbanne, la quarantaine de collègues réunis vote aussi la grève le 10, et prévoit une nouvelle heure syndicale le 16 septembre. Au collège d'Oissel, en banlieue de Rouen, les discussions portent également sur le 10 septembre, et le blocage du rond-point des Vaches situé à côté. En région parisienne, au lycée Jacques Brel de La Courneuve, 35 collègues réunis en heure syndicale votent la grève le 10 septembre, avec des rendez-vous les 5 et 9 septembre pour la préparer. Au Bourget, au collège Didier Daurat, la moitié des cinquante collègues réunis en heure syndicale votent la grève le 10 ; les assistants d'éducation expriment également leur souhait d'en être. Des rendez-vous sont fixés pour préparer la mobilisation. À Aubervilliers, les collègues se sont également réunis dans les lycées Wallon et

Le Corbusier, pareil à Aulnay, au lycée Jean Zay, où les enseignants ont découvert leur établissement criblé de caméras de vidéo-surveillance et menacent d'un débrayage avant la fin de la semaine, là aussi, une majorité de collègues expriment leur souhait de se mobiliser dès le 10 septembre.

Ces prises de position restent minoritaires, mais montrent que la date du 10 sera saisie par une frange de profs pour exprimer leur ras-le-bol.



SNCF

SNCF Saint-Lazare : plus de 100 grévistes en assemblée générale



Malgré les efforts de la direction, qui a mobilisé pour l'occasion ses brigades antigreve payées rubis sur l'ongle, la grève était bien visible lundi 1^{er} septembre à Paris-Saint-Lazare : un tiers de trains supprimés, plusieurs centaines de grévistes répertoriés et une centaine de cheminots présents en assemblée générale afin de s'organiser et discuter des suites de la mobilisation.

LA SALE PETITE MUSIQUE DE LA DIRECTION

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, 800 cheminots de la ligne L seront transférés en décembre 2026 dans une filiale de la SNCF, « SNCF Voyageurs Cœur Ouest » (SVCO), qui a remporté l'appel d'offres en mai dernier. L'occasion rêvée pour la direction de la SNCF d'une nouvelle attaque sur les conditions de travail tout en cherchant, à terme, à diviser l'ensemble des cheminots dans une myriade de petites filiales coupées les unes des autres.

Durant tout l'été, la direction de SVCO a été quasi muette sur ce que serait la nouvelle organisation du travail tout en incitant les cheminots à se porter volontaires pour être transférés... Mais comme le rappelait un gréviste, qui s'engage dans un boulot sans savoir à l'avance ce qu'il y aura dans son contrat de travail ? Pire, les seules informations distillées au compte-

gouttes montrent la philosophie de la direction : « travailler plus pour ne pas gagner plus » en augmentant la polyvalence et la durée des journées de travail... L'équivalent de 28 jours travaillés par an supplémentaires à la conduite.

S'ORGANISER TOUS ENSEMBLE POUR RIPOSTER !

Mais fini de se faire convoquer à des « forums d'information », métier par métier, sur nos heures de travail, pour entendre ce qu'ils daigneraient bien lâcher. Ce 1^{er} septembre, c'est tout l'inverse. Conducteurs, contrôleurs, agents de gare... Tous sont réunis, soudés par une même colère et déterminés à reprendre l'offensive dès à présent. Parole de gréviste : « La direction nous voulait divisés, elle nous a tous rassemblés ! »

Et c'est la direction de SVCO, convoquée par les grévistes pour s'expliquer devant l'assemblée générale, qui n'ose alors plus piper mot... jusqu'à promettre d'envoyer « sous dix jours » ses propositions concrètes par écrit. Un engagement bien creux et tous les grévistes ont conscience que la lutte ne fait que commencer. Mais la jauge de confiance a monté en flèche, et de nombreux grévistes savent que la suite dépendra de leur organisation collective pour structurer et étendre le mouvement, sur la ligne L, à Paris Saint-Lazare et même au-delà.

CORRESPONDANTS • 02/09/2025

DE PLUS EN PLUS DE JEUNES ENFERMÉS ET À LA RUE : RÉSULTAT D'UNE SOCIÉTÉ ET D'UNE POLITIQUE INHUMAINES



Dominique Simonnot, la contrôleur générale des lieux de privation de liberté, a demandé la fermeture immédiate de l'établissement pénitentiaire pour mineurs de Marseille-La Valentine en raison de conditions de détention indignes. Dans son avis, elle déplore que les adolescents détenus soient privés d'hygiène, de scolarité et parfois de nourriture suffisante. Pour elle, ces conditions donneraient « une mauvaise image de la République ». Mais ce ne sont pas quelques travaux et enquêtes qui donneront un avenir aux jeunes que le système judiciaire enferme ou que le gouvernement abandonne à la rue.

Car malgré la promesse de Macron de « zéro enfant à la rue » en 2022, c'est aujourd'hui 30 % d'enfants sans domicile fixe en plus et sans solution d'hébergement ! Et encore, seuls sont comptabilisés ceux pour qui une tentative de demande d'hébergement a été faite via le 115 que l'on sait débordé et submergé par les appels. Aujourd'hui, 2 159 enfants, dont 503 de moins de trois ans, dorment à la rue. Une augmentation de 6 % par rapport à 2024. L'an dernier, 38 décès de mineurs sans abri ont été recensés.

En pleine rentrée scolaire, voilà l'avenir que leur promet le gouvernement !

MARINA KUNÉ • 02/09/2025

SNCF

Aiguillage gare d'Austerlitz : offensive patronale

Quatre licenciements en cours, des menaces contre une collègue en formation, des sanctions disciplinaires en pagaille : les méthodes de la direction n'ont plus de limite dans la répression. Il s'agit de faire peur, de s'attaquer à des travailleurs et travailleuses qui ont su montrer leur combativité ces dernières années. Et bien sûr de réduire les effectifs pour gagner en productivité. Retour sur un été d'attaques patronales dans le poste d'aiguillage de la gare d'Austerlitz, qui pourrait bien déboucher sur une rentrée sous le signe de la riposte.

Une première collègue a été licenciée en avril, deux autres en juillet, pour avoir échoué à un examen qui permet d'accéder au collège maîtrise. Une première sur cet établissement, d'habitude celles et ceux qui échouaient étaient reclassés à l'exécution, où les postes vacants ne manquent pas ! On a donc vu des collègues se faire licencier après avoir travaillé pendant plus d'un an avec nous, et alors que la hiérarchie vantait leurs bons états de service. Le soutien a été unanime, et malgré

les vacances scolaires, nous avons été présents pour les accompagner à chaque entretien préalable.

Ces jeunes collègues sont devenus des variables d'ajustement pour la direction qui cherche à réduire les effectifs. Une partie de ces embauches a eu lieu avant les Jeux olympiques, pour assurer le plan de transport pendant que le monde entier avait les yeux rivés sur l'organisation de l'événement. Celui-ci terminé, la direction se débarrasse d'eux.



Un quatrième camarade a été licencié pour des retards alors qu'il était encore en période d'essai. Et enfin une cinquième, menacée de licenciement pour avoir invité sur le campus une autre salariée en formation pour réviser ensemble un examen ! Finalement, la direction ne l'a pas licenciée, c'était trop gros et nous étions mobilisés. Mais le ton est donné et les intentions clairement annoncées : au moindre faux pas, ce sera la porte.

Cette volonté de réduire les effectifs est aussi la conséquence d'une réorganisation imposée par la direction fin 2024 et contre laquelle nous avons fait grève : plusieurs postes de travail avaient été supprimés. La direction a donc moins de besoins pour les couvrir.

Ces licenciements ou menaces sont aussi un moyen de faire peur, de tenter de briser

toute contestation au sein d'un collectif qui s'est mobilisé à plusieurs reprises ces dernières années, pour l'amélioration des conditions de travail ou des augmentations de salaire (nous avons notamment obtenu une prime de 1 000 euros avant les JO).

Au cours d'un entretien de licenciement, la direction a évoqué les annonces de budget du gouvernement Bayrou pour expliquer qu'elle s'inscrivait dans la même logique de réduction des coûts. Elle anticipe le gouvernement. La meilleure façon de lui répondre, c'est de préparer la journée de blocage et de grève du 10 septembre en liant la contestation locale contre les licenciements et celle contre Macron, le gouvernement Bayrou et leur politique au service des plus riches.

CORRESPONDANT • 02/09/2025

Interview



Face aux fortes chaleurs : interview d'un conducteur de car dans les Pyrénées-Orientales



Marc est conducteur de cars scolaires depuis plusieurs années à GEP Vidal, filiale de Keolis comptant deux cents salariés. Dans cette zone du pays, où les vagues de chaleur, y compris en juin, deviennent un phénomène récurrent, il nous raconte à quoi lui et ses collègues sont confrontés.

Quels ont été les impacts de la canicule de juin sur vos conditions de travail et sur les conditions de transport des enfants ?

Un tiers du parc roulant n'est pas climatisé. En juin 2019 et juin 2022, les tableaux de bord de certains de nos cars affichaient régulièrement plus de 40 °C et jusqu'à 57 ! Ces températures provoquent bien évidemment des malaises chez les collègues comme chez les enfants que nous transportons. Les directrices de maternelles font état de diarrhées et de vomissements après leur arrivée à l'école. Mais la médecine du travail a pris fait et cause pour la direction et jure que les symptômes observés chez des collègues et des enfants n'ont pas à voir avec la chaleur à bord des cars.

Il y a une pression forte, d'une part à rouler coûte que coûte, comme cette fois où la direction avait préventivement fait appeler directement chez les collègues pour leur dire que les fortes chaleurs ne sont pas un motif recevable de droit de retrait, d'autre part à ne pas se déclarer en accident du travail mais en arrêt maladie classique quand le corps lâche. Des collègues conduisent avec des serviettes de plage sur les épaules. On alerte depuis plusieurs années la direction, le conseil régional, responsable de l'organisation des transports collectifs, les associations de parents d'élèves.

Quelles sont vos revendications ?

La direction fait distribuer des brumisateurs, de manière plus aléatoire des bouteilles d'eau. Elle nous a fait tester un gilet refroidissant, qui s'est avéré trop lourd à porter et qui ne réglerait de toute manière pas les problèmes des passagers. Elle donne quinze minutes de pause en plus au dépôt le temps de se rafraîchir et d'aérer un peu les cars entre deux rotations. Mais ça ne suffit clairement pas.

C'est un ensemble de mesures qu'il faudrait pour limiter la hausse des températures à bord : que les cars ne stationnent pas dans les dépôts en plein soleil, qu'ils soient tous climatisés, que les effectifs à la maintenance soient suffisants pour l'entretien et la gestion de ces clim'. La direction se défait sur le conseil régional, en disant que la climatisation des cars n'était pas requise dans le cahier des charges de l'appel d'offres. La région rétorque que c'est l'entreprise qui a la main sur ses cars. L'entreprise dit qu'elle ne va pas climatiser les cars, alors que le prochain appel d'offres est dans deux ans et qu'elle n'est pas sûre de le remporter. La région refuse d'intégrer l'obligation de climatisation dans le prochain appel d'offres...

Le 5 juillet, une grève majoritaire des conducteurs de bus de Transdev Occitanie Littoral a eu lieu à Montpellier pour dénoncer les conditions de travail en période de canicule. Est-ce que tes collègues ont suivi cette grève et qu'en ont-ils pensé ?

Des contacts ont été pris avec les conducteurs de bus de Montpellier. Leurs problèmes faisaient écho aux nôtres et on voulait leur témoigner notre soutien. Ils verraient d'un très bon œil une mobilisation coordonnée avec nous. Dans ma boîte, la conscience grandit qu'il faudra en passer par la mobilisation collective et compter avant tout sur nous-mêmes pour faire bouger les choses.

L'interview complète sur notre site



APRÈS LA CONDAMNATION DES CINQ POSTIERS DU 92 Plus que jamais, regrouper les résistances contre la répression

– Le 12 juin : procès contre cinq postiers du 92, dont nos camarades Gaël Quirante et Yann Le Merrer pour avoir fait grève contre la précarité ;

– le 18 juin : procès contre Anasse Kazib syndicaliste SUD-Rail et militant de Révolution permanente pour avoir exprimé son soutien au peuple palestinien ;

– le 2 septembre : procès contre quatre militantes et militants d'Extinction Rebellion pour avoir utilisé de la peinture lavable sur la façade de la fondation Louis Vuitton.

Le point commun entre ces trois procès : des rassemblements ont eu lieu, où la même exigence de regrouper les résistances contre la répression a été exprimée. L'aspiration au regroupement des bagarres est dans l'air du temps à l'approche du 10 septembre, et c'est une excellente chose. Car infliger une défaite au patronat et faire basculer le rapport

de force entre les classes serait la meilleure manière de mettre un coup d'arrêt à la répression.

Les décisions concernant Anasse Kazib et les militants d'Extinction Rebellion n'ont pas été rendues. Le jugement en première instance concernant le procès des cinq postiers a été prononcé le 10 juillet dernier : amendes pour les cinq et six mois de prison avec sursis pour Gaël, au prétexte que se rendre en délégation de grévistes au siège social de sa propre entreprise constituerait une « violation de domicile ». Une décision grave, prise en toute hâte pendant la période estivale pour tenter d'étouffer l'indignation. Les postiers ont fait appel, la peine est donc suspendue. Une première réunion unitaire a eu lieu mi-juillet, et des initiatives vont être prises à cette rentrée pour élargir le soutien. Les AG et manifs du 10 septembre permettront de populariser la cause des cinq postiers, et celle de la nécessité de se serrer les coudes face à la répression !

A.P. • 02/09/2025



PLUS DE 600 PERSONNES RASSEMBLÉES EN SOUTIEN AUX 5 DE LA POSTE LE 12 JUIN 2025

MARCHE À LA GUERRE... LES HÔPITAUX RÉQUISITIONNÉS ?

D'après le *Canard enchaîné*, le ministère de la Santé a demandé aux hôpitaux de se tenir prêt à un potentiel conflit généralisé d'ici à mars 2026. Une lettre a été envoyée le 18 juillet aux Agences régionales de santé (ARS) pour préparer les hôpitaux à devenir une base arrière capable d'accueillir un afflux massif de militaires blessés (100 000 à 500 000 soldats entre 10 et 180 jours pour les hôpitaux civils) : création de centres médicaux près des ports et aéroports, militarisation d'Orly, mobilisation générale des filières de médecine physique et réadaptation... et surtout le gouvernement demande aux directeurs des ARS de sensibiliser « dès à présent, la communauté soignante aux contraintes d'un

temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources, l'augmentation des besoins et la survenue d'éventuelles rétroactions sur notre territoire »...

Pour ce qui est de « sensibiliser » les soignants à la « raréfaction des ressources », c'est déjà fait ! Avec la misère des hôpitaux et le sous-effectif chronique, on connaît déjà ça par cœur dans le secteur de la santé. Mais préparer la guerre des États capitalistes, non ! Pour nous travailleurs, la seule guerre qui vaille d'être menée, c'est celle contre les exploités et leur gouvernement.

• 02/09/2025

Nos rencontres révolutionnaires de cet été : quatre jours revigorants

Une très forte majorité de moins de trente ans sur les plus de 500 présentes et présents. De quoi donner une idée de l'ambiance de ces quatre jours politiques, culturels, militants... et festifs. Sans oublier la piscine. Sans oublier la joyeuse garde d'enfants assurée par les camarades. Sans oublier les bons petits plats mitonnés par une association amie qu'on ne saurait trop remercier.

Effectivement, des « rencontres révolutionnaires ». Le terme est approprié. Les boucles WhatsApp et les Zoom au fil de l'année entre militants des branches transport, automobile, enseignants, soignants, de la pharmacie ou de la chimie ou entre villes, c'est bien. Indispensable. Mais les rencontres et discussions *in vivo*, c'est tout de même autre chose. On se rencontre, on discute – certaines et certains une bonne partie de la nuit –, on fait connaissance, d'un secteur à l'autre, d'une ville à l'autre, d'expériences diverses. La passion militante de la jeunesse en remonte aux... plus expérimentés (ou censés l'être).

Et il y a le programme ! Plus d'une vingtaine d'ateliers par jour (autour de six en même temps à chaque plage horaire), plus l'atelier théâtre, la chorale, l'entraînement à l'écriture des brèves de bulletins de boîte... ou autres articles. C'est l'embarras du choix. Bref, une forme de frustration. Ah, quoi choisir à 14 heures ? Aller écouter « Sur les traces de... Friedrich Engels, plus que le compagnon de Marx », ou « Comment représenter et se représenter la physique quantique ? ». Lundi à 10 heures, aller à « De la Palestine au reste du Proche et Moyen-Orient : la guerre sans fin menée aux peuples par l'État d'Israël, bras armé de l'impérialisme » ou écou-

ter « Thelonious Monk (1917-1982) : un pianiste de jazz au cœur du mouvement noir américain. »... Et, mardi, quoi choisir entre « Guerre du Kivu, cobalt, manganèse, terres rares et terres agricoles : appétits et rivalités impérialistes en Afrique », et « Les dynamiques impérialistes de Lénine à nos jours : quelles sont les évolutions du capitalisme ? » ; ou plutôt... « Une histoire marxiste de la domestication du chien » !... On n'en finit pas. Entre l'héritage discuté d'Ernest Mandel, la mobilisation contre la répression à la Poste, la vie de la peintre Suzanne Valadon, cette femme libre, ou les oubliées de la science... Oui, c'est frustrant

de choisir. Mais tout sera filmé et quelques brochures en sortiront. D'accord, on se rattrapera. Et mercredi matin, juste avant de partir, avant de tout nettoyer, tout ranger, encore un choix impossible entre « La situation politique en Algérie en présence d'un militant révolutionnaire algérien » et « Il était une fois la vie... l'origine du vivant, un problème dialectique »... Entre autres.

Mais aussi, la veille, cette fois pas de problème de choix : la fête, grâce au groupe **Trio Shafaq** chilien-syrien-palestinien et leur extraordinaire chanteuse grecque qui a fait frissonner d'émotion et danser la foule militante.

Donc, à l'année prochaine, mais surtout, pour l'heure, tous mobilisés pour le 10 septembre et ses suites !

H. C. • 02/09/2025



CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE : UNE PREMIÈRE ÉDITION RÉUSSIE

Du 30 juillet au 3 août, plus de 250 militants trotskistes venus de cinq pays se sont réunis pour s'armer face à la situation politique à l'appel de cinq organisations : Izar (gauche révolutionnaire et anticapitaliste) de l'État espagnol, le RSO (organisation révolutionnaire socialiste) d'Allemagne, OKDE-Spartakos (organisation des communistes internationalistes) de Grèce, SON (« Speak Out Now ! ») ou groupe de travailleurs révolutionnaires) et le NPA-R.

Les discussions portaient sur notre volonté de construire un pôle des révolutionnaires à l'échelle internationale pour surmonter l'émiettement de l'extrême gauche révolutionnaire et se donner des moyens supplémentaires pour intervenir dans la situation politique.

Nos débats ont porté sur l'analyse du cours actuel du capitalisme marqué par la montée des rivalités entre impérialistes, facteur d'instabilités, de crises, de guerres... et d'opportunités pour des explosions sociales.

Au-delà des constats et combats que nous partageons, comme la dénonciation du rôle de nos pays dans le génocide des Palestiniens, la lutte contre le militarisme ou les combats aux côtés des travailleurs migrants pour l'unité de notre classe, nous avons pu confirmer un ADN commun à nos petites organisations : la volonté de saisir toutes les occasions, par les cheveux quand il le faut, pour intervenir dans la lutte de classe et la situation politique.

Construire un pôle des révolutionnaires pour répondre à un besoin d'unité face au basculement du monde en conservant la clarté politique nécessaire et en particulier l'indépendance totale de la gauche institutionnelle. Presque dix ans après l'apparition de Syriza, Podemos, Corbyn et Sanders, la gauche se fait une cure d'opposition et se donne à nouveau des airs radicaux. Mais quand elle gouverne, elle a le visage de Pedro Sanchez, Biden, Hollande, Starmer ou Scholz.

Nous avons d'ores et déjà convenu d'une seconde édition l'été prochain, réservez vite.

R. P. • 02/09/2025

ALLEMAGNE

Des révolutionnaires en campagne pour les élections municipales à Düsseldorf

Après leur candidature aux dernières élections législatives à Berlin, nos camarades allemands du RSO (Organisation révolutionnaire socialiste) se présentent aux élections municipales à Düsseldorf, capitale de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui ont lieu le 14 septembre.

Avec trois étudiantes et étudiants, ainsi qu'une jeune enseignante, le RSO se présente dans quatre circonscriptions, deux quartiers étudiants autour de l'université et deux quartiers populaires au nord de la ville.

La campagne est orientée sur les questions qui préoccupent la classe ouvrière allemande, au-delà des problèmes locaux : contre le génocide à Gaza, la militarisation, les coupes budgétaires, et pour l'augmentation générale des salaires et des allocations. Mais aussi contre l'explosion des loyers et le délaissement des logements sociaux, qui touchent particulièrement les classes populaires de cette ville, cœur bourgeois de la région la plus industrielle du pays, qui relègue de plus en plus de travailleurs dans les banlieues ou les villes voisines. Et les réactions sont généralement très positives, notamment par rapport à

la question palestinienne, ignorée par tous les autres candidats – des jeunes viennent spontanément discuter aux stands d'information, donnent de l'argent en soutien, viennent discuter du pourquoi donner sa voix aux révolutionnaires plutôt qu'à la gauche...

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES, NI GUERRE, NI EXPLOITATION ! – UNE CAMPAGNE POUR L'UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES

Suite à son succès relatif lors des dernières élections législatives, le parti de gauche réformiste *Die Linke*¹ a suscité des espoirs parmi les milieux de gauche. Mais

si d'autres organisations révolutionnaires présentes dans la région n'ont pas trouvé les moyens de se présenter, la campagne du RSO a aussi pour but d'offrir une alternative – aux électeurs, bien sûr, mais aussi à l'ensemble des révolutionnaires. Cette campagne se veut aussi une campagne pour l'unité des révolutionnaires. Il est possible, même nécessaire, que ces élections soient une tribune pour les idées révolutionnaires, qui leur permettent de s'adresser directement aux travailleurs et travailleuses, du CHU, de l'usine Mercedes, de Henkel – entreprise d'électroménager –, du transport, de l'aéroport. Avec un programme d'urgence, évidemment, mais surtout avec l'appel à toutes celles et ceux qui veulent se battre contre ce système à s'organiser, à préparer la suite et à prendre leurs affaires en main, dans la rue, dans les quartiers et dans les entreprises.

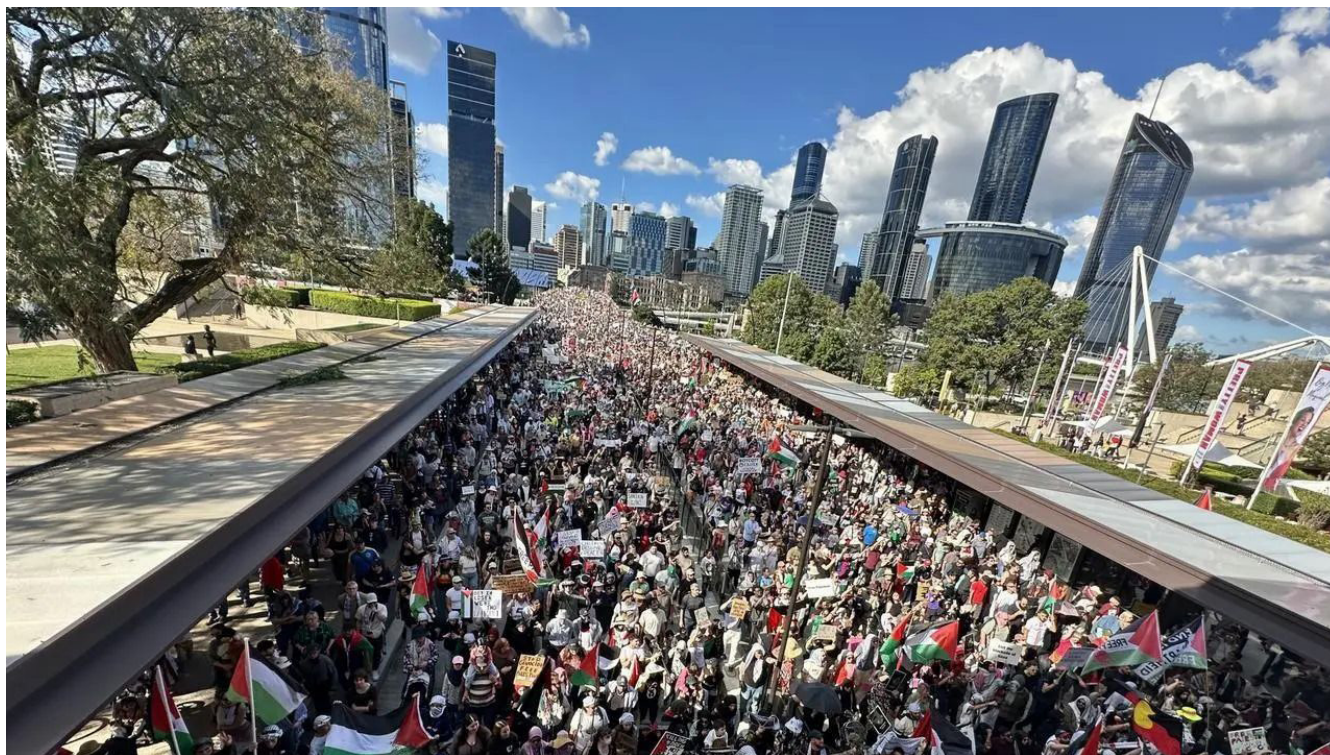
Pour financer leur campagne et solliciter le soutien de toutes celles et ceux qui veulent aider à porter un discours révolutionnaire, y compris lors des élections, les camarades du RSO ont ouvert une cagnotte en ligne :



1. Après avoir chuté à environ 3 % dans les sondages, et faisant face à la possible fin de sa représentativité parlementaire et d'une grande partie de son appareil, Die Linke est arrivé à lancer une campagne dynamique, notamment dans la jeunesse urbaine, et a finalement obtenu 8,8 % au niveau national, en arrivant premier parti à Berlin avec près de 20 % des voix – et surtout, en doublant le nombre d'adhérents, qui atteint aujourd'hui plus de 100 000.



Mobilisation historique en Australie en soutien à la Palestine



Ces dernières semaines, des manifestations de masse ont essaimé en Australie pour mettre fin au génocide des Palestiniens. Nous donnons la parole à Josh Lees, membre de l'organisation trotskiste Socialist Alternative qui joue un rôle moteur dans la lutte pro-palestinienne.

La mobilisation pro-palestinienne prend de l'ampleur en Australie, peux-tu nous expliquer pourquoi ?

Depuis octobre 2023, des manifestations contre le génocide perpétré par Israël à Gaza ont lieu sans discontinuer dans les grandes villes, avec des pics de participation atteignant 50 000 personnes à Melbourne et Sydney fin 2023 et début 2024. Plus récemment, les images de la famine à Gaza ont exacerbé la colère, alors que le gouvernement australien maintient un soutien continu à Israël. L'Australie n'est pas un grand fournisseur d'armes, mais elle produit des composants essentiels pour l'avion de combat F-35, qui sont exportés directement vers Israël, ainsi que des blindages spéciaux en acier pour les chars israéliens.

Le mouvement a débuté le 3 août avec une manifestation massive sur le Harbour Bridge de Sydney. Peux-tu décrire l'impact de cette manifestation, ainsi que le rôle que toi et tes camarades y avez joué ?

Il fallait tenter quelque chose d'extraordinaire pour mobiliser la vague de colère grandissante que nous sentions monter. Après en avoir discuté avec nos camarades de Socialist Alternative et de Palestine Action Group, nous avons décidé d'organiser une marche sur ce pont emblématique.

Le gouvernement et la police de l'État nous ont immédiatement attaqué en justice, ce qui a contribué à faire de la « bataille du pont » un événement national. Nous avons vu déferler une vague massive de soutien, avec des centaines de messages de

soutien provenant de diverses associations et syndicats. C'était un pas en avant important, car la grande majorité des dirigeants syndicaux n'ont rien fait pendant les deux dernières années. Nous avons gagné le procès (après avoir expliqué que la manifestation aurait lieu quoi qu'il arrive) et, finalement, 300 000 personnes ont manifesté sur le pont malgré une pluie battante.

Cette immense manifestation a révélé le soutien massif à la cause palestinienne et renforcé la confiance en nos forces. Trois semaines plus tard, le 24 août, 320 000 personnes ont manifesté à l'échelle nationale, dans plus de 40 villes et petites localités, dont beaucoup n'avaient jamais organisé de marche pour la Palestine auparavant.

Dans le sillage de ces manifestations, vous avez impulsé un référendum national sur les campus. Où en est la mobilisation dans les universités ?

L'année dernière, les membres de Socialist Alternative et de Students for Palestine ont mis en place des campements de solidarité avec Gaza dans une douzaine d'universités à travers le pays, qui n'ont malheureusement pas donné naissance à un grand mouvement étudiant pro-palestinien.

L'initiative actuelle vise à permettre aux étudiants d'exprimer leur opposition massive au génocide et d'appeler le gouvernement australien et leurs universités à rompre leurs liens avec Israël. Entre 150 et 600 étudiants se sont ainsi réunis sur leurs différents campus – un succès, dont on espère qu'il va permettre un développement de l'agitation dans les universités !

Le gouvernement travailliste déclare désormais « reconnaître l'État palestinien ». Quelles sont les réactions de la population, en particulier au sein de la classe ouvrière ?

Personne ne défend une telle revendication, car nous savons que cela ne changera rien. Néanmoins, c'est un signe que le gouvernement subit une pression importante, qui n'a pas reflué malgré les faiblesses du mouvement – notamment dans le monde du travail.

La droite et les forces réactionnaires cherchent à briser l'élan pro-palestinien, en soutenant une « Marche pour l'Australie » en opposition à notre « Marche pour l'humanité ». Le 31 août, 30 000 racistes d'extrême droite – souvent menés par de petits groupes de néonazis – ont défilé dans tout le pays et, dans certains cas, attaqué violemment des Palestiniens, des Aborigènes et des migrants. Il s'agit des plus grandes mobilisations d'extrême droite en Australie de ma vie, nous devons y faire face en développant un mouvement anti-raciste, mais également en construisant une alternative socialiste.

L'interview complète sur notre site



LE NPA-R PRÉSENT AU CAMP D'ÉTÉ DU SEP EN TURQUIE !

Le NPA-Révolutionnaires a été invité à participer, du 22 au 26 août, au camp organisé par le SEP (Sosyalist Emekçiler Partisi, Parti socialiste des travailleurs), une organisation trotskiste de Turquie. Ces quatre jours riches en discussions nous ont permis de comprendre un peu mieux la situation sociale et politique dans la Turquie d'Erdoğan.

LA TURQUIE APRÈS UN AN DE MOBILISATION MASSIVE

Ces derniers mois en Turquie avaient été marqués par une forte mobilisation contre l'autoritarisme croissant du régime. Les camarades du SEP sont bien placés pour le savoir : en décembre dernier, Erdoğan avait fait arrêter et placer en détention 19 d'entre eux sous de fausses accusations de terrorisme. C'était quelques semaines avant qu'il ne fasse arrêter le maire d'Istanbul, son principal opposant politique, élément déclencheur des premières manifestations.

Les étudiants ont été la force motrice de la mobilisation. Pour accéder à un poste dans l'enseignement ou dans la fonction publique, il faut non seulement se garder d'émettre publiquement toute critique du régime, mais, de plus en plus, savoir à qui graisser la patte pour avoir le poste. On comprend que parmi les 8 millions d'étudiants que compte le pays, nombre d'entre eux commencent vraiment à se demander ce qu'ils ont à perdre à devenir des dissidents.

UN CAMP D'ÉTÉ RÉUSSI

Cette année, le camp d'été du SEP a fait le plein. Sous le soleil écrasant d'Antalya, les discussions furent riches. Avec des exposés : sur la situation politique en Turquie, la construction léniniste du parti, la question nationale... Un débat sur la situation internationale que nous avons animé avec les camarades en présentant le cas de la course à l'armement en Europe et en France. Et aussi tout un tas d'ateliers sportifs, artistiques et culturels.

Merci aux camarades du SEP pour leur accueil et à très vite, en Turquie ou ailleurs sur la planète.

MARTIN DUQUESNE • 02/09/2025

Marre des médias aux mains des milliardaires ?

Abonne-toi et fais s'abonner ton entourage à Révolutionnaires !

Si tu as ce journal entre les mains, c'est que tu lis *Révolutionnaires*, occasionnellement ou régulièrement. Nous lançons ce mois-ci une campagne d'abonnements, qui nous l'espérons, permettra de toucher de nouveaux lecteurs, et faire vivre le lien entre notre rédaction, notre lectorat et notre militantisme au sein du NPA-Révolutionnaires. S'abonner à notre bimensuel, cela permet de ne manquer aucune parution de notre journal qui, à chaque numéro, parle de l'actualité des luttes en cours, et produit un dossier sur un sujet différent.

Pour les lecteurs qui ont l'habitude de l'acheter de la main à la main à un militant de notre organisation, l'abonnement peut aussi lui être délivré de main en main. L'expédition à ton domicile est aussi tout à fait possible et n'empêchera pas le lien avec les camarades qui seront toujours ouverts pour discuter du contenu du journal ou des idées que nous relayons. Et n'hésite pas à écrire à la rédaction pour donner ton avis ou proposer un sujet ou un article.

Enfin, dans une période où les médias nous noient sous les discours réactionnaires et pro-patronaux, il est plus important que jamais de diffuser les idées d'indépendance politique des travailleurs, de lutte face au patronat et aux divers gouvernements à son service, de solidarité avec les opprimés et les exploités du monde entier ! Notre journal se veut un outil pour ça. Pour qu'il soit le plus utile possible, il faut qu'il circule. Si tu te retrouves dans les positions qu'il défend, n'hésite pas à t'abonner, à faire s'abonner autour de toi tes collègues ou ton entourage !

Ras-le-bol des médias des milliardaires ?

ABONNE-TOI À
RÉVOLUTIONNAIRES

Infos, tarifs et
abonnement



LIVRES

CASUS BELLI – LA GUERRE AVANT L'ÉTAT

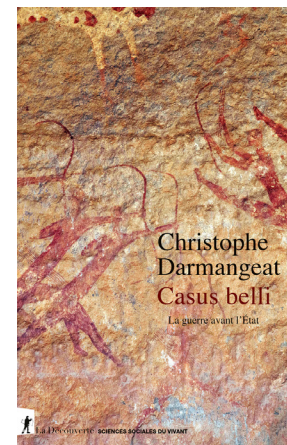
CHRISTOPHE DARMANGEAT

La Découverte, 2025, 368 p., 23 €.

Après avoir consacré un livre aux conflits armés entre aborigènes d'Australie (*Justice et guerre en Australie aborigène* - Éd. Smolny, 2021), l'auteur esquisse cette fois une analyse plus générale des guerres dans les sociétés sans classes. À noter que Christophe Darmangeat a fait cet été une présentation passionnante de son nouveau livre à nos rencontres d'été révolutionnaires.

À partir d'une gamme extrêmement riche d'exemples, il propose dans la première partie une classification inédite et convaincante des guerres dans les « sociétés sans richesses ». L'intérêt est de montrer quelles sont les formes de violence (notamment les crimes liés à la vengeance) qui précèdent l'édification d'un État, lequel cherche à les supplanter en s'en arroguant le monopole institutionnel.

La deuxième partie cherche à expliquer les causes de ces guerres, qui ne visent pas la conquête de territoires. L'auteur cherche à la fois à se démarquer des explications en termes de nature humaine intrinsèquement belli-



queuse ou d'une idéalisation du bon sauvage pacifique. Il y évoque le poids des mythes religieux (selon lesquels, par exemple, attaquer un autre groupe renforce son énergie vitale), ainsi que l'isolement des différents groupes humains qui se connaissent très peu. Décidément, le « communisme primitif » n'est pas un dîner de gala, surtout comparé à la société communiste que nous voulons construire et dont Darmangeat esquisse quelques pistes dans sa conclusion !

ROBIN KLIMT • 02/09/2025

THÉÂTRE

CATARINA ET LA BEAUTÉ DE TUER DES FASCISTES

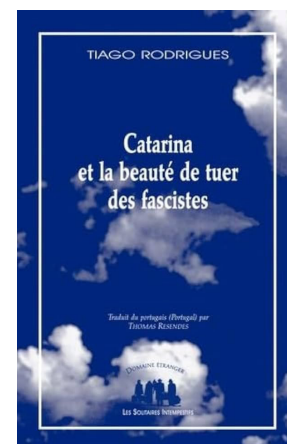
TIAGO RODRIGUES

Les Solitaires intempestifs, 2020, 112 p., 15 €

« Cette famille tue des fascistes. C'est une vieille tradition que chaque membre de la famille a toujours suivie. Aujourd'hui, ils se réunissent dans une maison à la campagne, au sud du Portugal, près du village de Baleizão. L'une des plus jeunes de la famille, Catarina, va tuer son premier fasciste, kidnappé exprès à cet effet. C'est un jour de fête, de beauté et de mort. » (Tiago Rodrigues)

Mais l'héroïne doute et ses hésitations vont faire voler en éclat ce rituel maintenu depuis 70 ans. Son nom, Catarina, reprend celui d'une figure antifasciste bien connue au Portugal.

Catarina Eufémia, paysanne de 26 ans et mère de trois enfants, dans les plaines agricoles du sud de Lisbonne, s'était révoltée avec ses compagnes d'infortune devant les salaires de misère accordés par le propriétaire terrien. Le 19 mai 1954, elle participait à une manifestation. Le propriétaire a appelé la GNR (corps de gendarmerie qui existe toujours), et un officier a abattu Catarina à bout portant. Sa mort devint vite un symbole de résistance, propagé autour des compagnons de route du Parti communiste portugais. Après la révolution des Œillets, la statue de la « femme fasciste éternelle » est déboulonnée et remplacée par une statue de Catarina Eufémia et, tous les ans, un cortège fleurit sa tombe



dans l'Alentejo. Des graffitis antifascistes, des chansons et des poèmes reprennent son histoire.

Et Tiago Rodrigues, un des plus grands auteurs et metteurs en scène de théâtre contemporain, écrit une pièce passionnante sur le poison de l'extrême droite, qui pose d'une manière non manichéenne les problèmes de la lutte contre le fascisme et du terrorisme individuel. Beaucoup de questions et de discussions pour celles et ceux qui auront la chance d'assister à ce spectacle à voir absolument s'il tourne dans leur ville.

LÉA VESCA • 02/09/2025

Macron, Bayrou et le patronat nous offrent un avenir de guerre et de misère. Dès le 10 septembre, tous en grève et bloquons tout !

Le vote de confiance que Bayrou demande à l'Assemblée le 8 septembre sert de fusible. Pour le gouvernement, mieux vaut sacrifier le pion Bayrou et sauver la mise en évitant que la colère qui gonfle autour du 10 septembre ne s'étende en dehors des institutions qui servent à la canaliser.

Pour l'instant, les dernières assemblées générales de préparation à la mobilisation lui donnent tort. Et tant mieux, car c'est une véritable guerre contre les classes populaires que Bayrou a intensifiée avec les annonces de cet été : vol de jours fériés, gel des prestations sociales, attaques sur les chômeurs et les retraités, coupes dans les services essentiels à la population (transport, logement, éducation, santé). Alors si Bayrou saute, personne ne le pleurera dans la jeunesse et le monde du travail !

Mais ses commanditaires ne tomberont pas le 8 septembre avec un vote à l'Assemblée : ces grands patrons qui pillent les caisses publiques en empochant 211 milliards de subventions par an seront vigilants à ce que leur prochain valet leur soit tout aussi obéissant. Au programme ? Poursuivre l'austérité, continuer à monter le budget militaire, et avoir les mains libres pour licencier. Et pour la jeunesse ? Garde-à-vous et sélection sociale.

Ce n'est pas pour autant qu'ils sont intouchables ! Ils ont peut-être des milliards en haut, mais nous sommes nombreux en bas

à être révoltés. L'indignation et la colère contre ce gouvernement au service des patrons se cristallisent autour du 10 septembre : allons-y, rejoignons les AG de préparation, impulsions-en dans nos facs et nos lycées pour construire cette date et décider des suites !

Les organisations de jeunesse y appellent, tant mieux. Mais rebattre les cartes ne se fera pas dans des fausses solutions institutionnelles : les démissions, les votes de confiance, les motions de destitution, ce sont autant de moyens de diriger la colère vers des impasses parlementaires. Si Macron doit dégager, ça doit être par notre lutte dans la rue, pour stopper les attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse, pour imposer les revendications de notre classe, pas pour relancer des élections !

De nombreux secteurs appellent à la grève, des lycéens et étudiants se préparent à agiter leurs établissements. Oui, c'est en « bloquant tout », en faisant grève, qu'on peut véritablement tout changer.

Rejoignons le 10 septembre, et préparons dès maintenant ses suites !

COMMUNIQUÉ DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES
• 29/08/2025

SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ : LES SANS-FACS AUSSI FONT LEUR RENTRÉE !

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se félicite d'observer une hausse des candidatures à la fac : plus de 5 000 supplémentaires par rapport à 2024 ! Cette hausse, c'est celle des aspirants étudiants envoyés dans le mur par Parcoursup, plateforme de sélection à l'entrée en licence, véritable broyeuse sociale. L'an passé, c'était 295 000 jeunes qui n'avaient rien eu à la sortie de Parcoursup. Selon le ministère et les syndicats, ce chiffre devrait augmenter de 35 000 à 50 000 jeunes de plus qu'en 2024.

Cette politique gouvernementale de sélection aux allures d'hécatombe, élargie également à l'entrée en master avec la mal nommée plateforme MonMaster (lancée en 2022), n'est pas une fatalité. Si les gouvernements entendent, par la sélection à l'université, précipiter la jeunesse - notamment celle issue des quartiers populaires et de l'immigration - le plus tôt possible dans les bras du patronat, à grand renfort de filières professionnalisantes ultra-subventionnées, nombreux sont ceux qui refusent de baisser la tête. Les « sans-facs » en font partie. Aspirants étudiants sans affectation, organisés pendant l'été en collectif avec le soutien de militants politiques et syndicaux, la campagne des « sans-facs », à l'initiative de militants de l'Unef, entend cette année encore donner des cheveux blancs aux présidences de fac, relais de cette politique de tri social.

Déjà, sur les campus de Lyon ou de Nanterre, les sans-facs échangent avec les étudiants sur l'injustice de cette sélection et les invitent à s'organiser pour la contester. À Lille, Grenoble ou encore Metz, la solidarité et l'annonce d'AG de soutien à la lutte pour le droit à étudier ouvrent chaque réunion de pré-rentree.

Les présidences d'universités essayent de mettre fin à ces mobilisations en refusant toute rencontre avec les sans-facs et en diminuant le nombre d'inscriptions dérogatoires qu'elles acceptent. Mais rien n'y fait : cette année, une fois de plus, les sans-facs font leur rentrée ! Et d'ici à ce qu'ils puissent se rendre en cours en tant qu'étudiants, la combativité de ces jeunes, lorsqu'elle rencontre la conscience nécessaire à la lutte collective, a de quoi inquiéter dans les bureaux des universités. D'autant que l'approche du 10 septembre pourrait bien motiver la bataille pour l'inscription des sans-facs à prendre la rue aux côtés des travailleurs !

BENJAMIN PALKA



Rejoins le NPA Jeunes-Révolutionnaires !

Comme chaque été, les militants du secteur jeunes du NPA-R n'ont pas chômé ! Stages de lecture, camp internationaliste et rencontres d'été révolutionnaires : autant d'opportunités de se former et discuter avec des camarades de tout le pays et d'ailleurs ! Ainsi, plus de 250 lycéens et étudiants ont profité de l'assemblée générale du NPA Jeunes Révolutionnaires pour échanger sur la situation politique liée au 10 septembre, mais également sur nos possibilités de construction dans de nouvelles villes (La Rochelle, Perpignan, Tours, Saint-Étienne, Limoges, Dijon et Lorient), dès la rentrée !

LA JEUNESSE SCOLARISÉE A UN RÔLE À JOUER AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS POUR CONQUÉRIR UN MONDE MEILLEUR

Le capitalisme n'a aucun avenir à nous proposer, et c'est pourquoi lycéens et étudiants ont pleinement pris leur part dans les explosions sociales à l'échelle internationale ces dernières années. Rien qu'en 2025, la jeunesse scolarisée a été aux avant-postes des révoltes en Serbie, en Grèce et en Turquie... avant de frapper aux portes du parlement à Jakarta.

En alimentant les guerres, la famine au Soudan et le génocide à Gaza, le capitalisme montre son vrai visage à des franges toujours plus larges de jeunes et travailleurs à travers le monde. Des centaines de milliers de jeunes font leurs premières armes dans les manifestations contre les violences policières, les violences sexistes, le dérèglement climatique ou la montée de l'extrême droite. Cette colère et cette disponibilité à la lutte ne doivent pas être dirigées vers des impasses institutionnelles.

LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE ET L'EXPLOITATION, ORGANISONS-NOUS POUR LE RENVERSER !

Les communistes révolutionnaires doivent lutter pied à pied dans la jeunesse scolarisée pour gagner le maximum d'étudiants et de lycéens aux idées marxistes, à la nécessité du renversement du capitalisme par les travailleurs et leurs organes de pouvoir. Cela veut dire combattre les idées réactionnaires de la droite et de l'extrême droite. Et également contrer les illusions portées par la gauche institutionnelle, même sous le vernis « radical » de formations politiques comme la FI et ses satellites.

Nous serons ainsi présents dès l'ouverture des lycées et des universités dans plus d'une trentaine de villes afin de défendre nos idées communistes révolutionnaires et notre orientation dans les mouvements à venir, ainsi qu'à l'occasion de prochains stages et week-ends nationaux de formation - préparez vos agendas !

STEFAN INO • 02/09/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | **FACEBOOK :** NPA Jeunes Révolutionnaires | **X (TWITTER) :** | **INSTAGRAM :** @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**